

Restaurer la Grandeur de la France

Un projet de politique-fiction, vraiment ?

Collectif RGF

Octobre 2025

Où en est la France aujourd’hui ? Où en sont ses institutions ? Où en est la Nation ? Quelles difficultés traversent-elles ? Quelles en sont les causes profondes ?

Pour répondre à ces interrogations fondamentales, le politologue Stéphane Rozès¹ développe dans ses derniers ouvrages un décodage particulièrement approfondi de cette situation et de ses principales causes.

Plus récemment dans un article publié dans la *Revue politique et parlementaire*² sous l’intitulé « *Manifeste imaginariste* », il expose, en 25 thèses, sa grille d’analyse sur les imaginaires des civilisations et des peuples qui fondent la vie des sociétés et le cours des choses. Ces convictions résultent d’un travail de quatre décennies comme professionnel des études et du conseil auprès de responsables et décideurs économiques, sociaux, et politiques locaux, nationaux et internationaux.

Nous n’en extrairons ici, avec son accord, que quelques éléments phares des points 20, 21, 22 et 23, qui éclairent les phénomènes en cause :

« 20. La crise de la France, le pessimisme record des Français, le délitement de la République et l’affaissement de la société viennent de ce que son imaginaire est le plus contraire au néolibéralisme.

L’effondrement de la France dans tous les domaines, depuis trois décennies, résulte, non de son modèle social encore envié et enviable quoique dégradé, mais de ce que l’imaginaire français, projectif et universaliste est le plus contraire au néolibéralisme comme forme politique postnationale. L’autre source du malheur français réside dans le fait que l’État, qui tient la France et qui a précédé la nation, relaie les gouvernances de l’Union européenne contraires à son imaginaire et à ses intérêts.

Avec le néolibéralisme, la France, pour sur vivre, devrait quotidiennement s’adapter économiquement et juridiquement à des normes uniques imposées de l’extérieur, en l’occurrence l’UE. Cette façon de procéder, conforme à l’imaginaire allemand – procédurier depuis 1945, ordo-libéral et juridique – génère la dépression française.

La France ne peut plus se projeter dans un avenir meilleur du fait du capitalisme financier ; ni dans l’espace, l’Europe comme la France en grand depuis le « non » au Traité constitutionnel européen de 2005 ; ni dans un projet tenu au sommet de l’État, ce dernier s’étant retourné contre la nation.

La contradiction entre réformes structurelles du haut, du sommet de l’État, transposant des directives bruxelloises d’une part, et imaginaire de la nation et résistance du réel du bas d’autre part, a entraîné en cascade : superpositions de structures, dysfonctionnements organisationnels, gaspillages, inflation normative, baisse de compétitivité économique et dysfonctionnement du modèle social. Les politiques, privés de souveraineté nationale, sont passés de gouvernants à comptables incapables de distinguer stratégie et « politique du rabot », court terme et long terme, dépenses et investissements soldés par des déficits budgétaires historiques.

21. La crise néolibérale, postnationale, est cognitive.

Elle n’est pas seulement objective. Elle résulte d’une pensée positiviste, économiste et technologiste qui aura prévalu à gauche et à droite. La plupart des élites intellectuelles et classes dirigeantes occidentales ont accompagné un mouvement qui s’est retourné contre leurs sociétés sans qu’elles puissent en rendre raison et réagir. Pour elles, le cours des choses résulte de la raison, du progrès, des sciences, de l’économie, des techniques. En dernière instance prévalent, pour les néolibéraux de gauche, les rapports sociaux et, pour les néolibéraux de droite, les marchés. Ne pensant pas ensemble les questions culturelles, religieuses, politiques, les rapports sociaux et géopolitiques, élites et classes dirigeantes peinent à comprendre que la globalisation ait à la fois rendu les peuples interdépendants comme jamais, économiquement, financièrement, numériquement, sanitairement, écologiquement, dans l’histoire de l’humanité, et que pourtant les sociétés se renferment humainement, politiquement, et s’affrontent économiquement et militairement.

¹ Politologue - Président du cabinet de conseil Cap - Enseignant à l’Institut catholique de Paris, à Sciences Po et HEC - Ancien DG de l’institut d’études CSA - Dernier ouvrage paru : *Chaos. Essai sur les imaginaires des peuples. Entretiens avec A. Benedetti* Éditions du Cerf, 2022

² <https://www.revuepolitique.fr/>

Ces replis ont affecté d'abord de façon spectaculaire les premières patries du libéralisme politique : la Grande-Bretagne avec le Brexit et les États-Unis avec Trump 1 puis 2 populiste-techno-impérialiste. Les élites et classes dirigeantes, notamment en France, qui ont été à l'avant-garde du néolibéralisme du fait de son imaginaire projectif et universaliste, ne perçoivent pas que le néolibéralisme s'est retourné contre le libéralisme. [...]

La crise néolibérale résulte de l'émergence d'une société des individus, horizontale, avec ses droits sociaux, créances et libertés individuelles exponentielles, sans le contre poids nécessaire à l'équilibre des sociétés modernes : l'hétéronomie politique verticale, dévolue au sommet de l'État, pour garantir les libertés collectives et la souveraineté nationale.

Quand la possibilité de maîtriser son destin – la promesse d'un avenir meilleur tenant le vivre-ensemble des sociétés – s'estompe, quand la démocratie se retrouve privée de sa substance, que la souveraineté nationale – condition de la souveraineté populaire – se délite, quand la démocratie devient procédurière, réduite à un pur spectacle ; alors la défiance généralisée se déploie contre les élites et classes dirigeantes sans que ces dernières aient la possibilité intellectuelle et le ressort moral pour reprendre politiquement la main par le politique sur le cours des choses, en assumant leurs devoirs. Déracinées de l'imaginaire et des intérêts de leurs nations, élites et classes dirigeantes firent sécession au sein de leurs cercles de pensée, des grandes écoles, conseils d'administrations, marchés, grands corps d'État, cabinets de conseils anglo-saxons, think tank, institutions indépendantes et transnationales.

De facto, « la société des individus » est un oxymore. Plus l'individu semble régner en maître, plus, pour faire société, il a besoin d'une hétéronomie conforme à l'imaginaire de son peuple pour tenir en semble avec les autres individus. Sinon le peuple disparaît et il ne peut facilement, en conscience, et dans son inconscient collectif, y consentir.

22. Le retour des nations et de leur souveraineté.

Le moment néolibéral se clôt dans les esprits, avec le repli des peuples même dans son laboratoire le plus avancé, l'Union européenne. Il en résulte un processus de décomposition-recomposition idéologique et politique, notamment en Occident, différent selon leur culture politique et les expériences collectives de la déstabilisation néolibérale de leurs imaginaires. Les sociétés vont toutes être travaillées par la question de la reprise en main de leur destin, de la nation, de la souveraineté et de la prise sur leur État. Ce processus est porté par des formations anciennes en mutation ou nouvelles, et incarné par de nouvelles figures atypiques. Le terme « populisme », dans sa polysémie même, illustre différents cas de figure. La remontée de la question nationale dans les représentations dominantes des peuples a été captée intellectuellement et politiquement, plus ou moins consciemment, par des personnalités en marge des formations traditionnelles, comme Trump ou par des formations en marge du système politique néolibéral, ayant structuré des antagonismes fondés sur les questions économiques et sociales. C'est au sein de formations initialement nationalistes, voire néo-fascistes, que s'opèrent, pour des raisons culturelles, institutionnelles et d'ancrage social, les mutations les plus rapides. Elles se sont retrouvées les premières au plus proche du nouvel axe de gravité idéologico-politique de leurs imaginaires, et progressent électoralement. [...]

23. Des scénarios du futur se dégagent résultant des modalités et capacités des peuples à reprendre leurs destins en main.

Au-delà des imaginaires et expériences nationales singulières, les peuples ne veulent pas revenir en arrière. Ils veulent à la fois conserver ce qu'ils considèrent comme des acquis et garantir l'essentiel. Cela les amène à faire des arbitrages entre groupes sociaux, et entre libertés individuelles et collectives. Dans la période de chaos post-néolibéral, le balancier revient – pour le meilleur et pour le pire – vers la puissance politique, la pérennité des peuples et leur souveraineté. Le futur va résulter de la possibilité et des modalités de reprise en main des peuples sur leurs destins.

Soit l'on se dirige vers une re-civilisation de la mondialisation sous forme démocratique, avec des à-coups, en remettant pacifiquement les États au service des nations, la globalisation néolibérale dans le lit de la mondialisation mosaïque de civilisations et peuples aux imaginaires différents.

Soit ce processus est empêché, et seuls les identitarismes, religieux, ethniques ou nationalistes, feront cohésion au travers de la recherche de boucs émissaires et de guerres généralisées comme modalité de reprise en main des peuples sur leurs destins.

Soit émergeront des sociétés de contrôle numérique. On en voit les prémisses en Occident comme aux USA. Un triangle idéologique, technologique et militaro-industriel post-humaniste d'une puissance considérable est à l'œuvre avec la Silicon Valley, le Pentagone et Hollywood. Les GAFAM et les MAAMA sont les chevaliers de cette Big Tech qui se propage internationalement et rapidement – sous les radars des politiques, élites intellectuelles – jusque dans le temple du capitalisme néolibéral Davos. Les démocraties libérales fatiguées s'en remettraient à des régimes césaro-technologistes, transhumanistes. Parallèlement en Orient, notamment en Chine, des acteurs politiques et numériques très puissants intégrés à l'État, les BATX fournissant des données individuelles fines, mettent en place un système de contrôle et crédit social hybride, de surveillance numérique pour orienter les comportements individuels et collectifs encadrés par le Parti communiste chinois.

Ces trois scénarios peuvent se combiner dans le temps pour dessiner le futur des générations qui vont nous succéder. »

Le nouveau projet de société à imaginer : quelques pistes pour une première esquisse

Imaginons qu'au regard tragique de la situation politique en France, un personnage motivé et innovant ne pâtissant pas d'une popularité nocive sorte d'une boîte de Pandore pour proposer aux Français un projet audacieux aussi urgent qu'indispensable à la survie de la Nation française !

Ce projet pourrait s'appeler **RGF (Restaurer la Grandeur de la France)** et viserait à soustraire le pays aux idéologies, postures et comportements partisans qui ont conduit la France dans cette crise politique, morale et économique profonde !

Imaginons ensemble ce que pourrait être ce projet aux accents paradoxalement à la fois gaulliens et libertarien, adapté au contexte français du XXI^e siècle — avec ses spécificités historiques, culturelles et ses contradictions !

« [...] Des Grecs, jadis, demandaient au sage Solon : "Quelle est la meilleure Constitution ?" Il répondait : "Dites-moi, d'abord, pour quel peuple et à quelle époque ?" Aujourd'hui, c'est du peuple français et des peuples de l'Union française qu'il s'agit, et à une époque bien dure et bien dangereuse ! Prenons-nous tels que nous sommes. Prenons le siècle comme il est. Nous avons à mener à bien, malgré d'immenses difficultés, une rénovation profonde qui conduise chaque homme et chaque femme de chez nous à plus d'aisance, de sécurité, de joie, et qui nous fasse plus nombreux, plus puissants, plus fraternels. Nous avons à conserver la liberté sauvee avec tant et tant de peine. Nous avons à assurer le destin de la France au milieu de tous les obstacles qui se dressent sur sa route et sur celle de la paix. Nous avons à déployer, parmi nos frères les hommes, ce dont nous sommes capables, pour aider notre pauvre et vieille mère, la Terre. Soyons assez lucides et assez forts pour nous donner et pour observer des règles de vie nationale qui tendent à nous rassembler quand, sans relâche nous sommes portés à nous diviser contre nous-mêmes ! Toute notre Histoire, c'est l'alternance des immenses douleurs d'un peuple dispersé et des fécondes grandeurs d'une nation libre groupée sous l'égide d'un Etat fort. » - Général De Gaulle (Bayeux – 1946³)

Une posture « gaullienne » - au sens de Charles de Gaulle, mais dépouillée des dogmes gaullistes — et « libertarienne » - au sens premier du concept, c'est-à-dire dépouillé des brutalités et des outrances du projet MAGA porté par le président Trump -, pourrait s'articuler autour de plusieurs principes fondamentaux, adaptés au contexte actuel de fragmentation et de défiance.

Voici quelques pistes pour une réflexion structurée :

1. L'Indépendance comme Boussole

³ Source : [Discours de Bayeux, 16 juin 1946](#)

De Gaulle incarnait une **indépendance radicale** : vis-à-vis des partis, des lobbies, des puissances étrangères, et même des attentes immédiates de l'opinion.

Aujourd'hui, cela pourrait se traduire par :

- **Refuser les alignements automatiques** (UE, OTAN, marchés financiers, médias dominants) sans pour autant basculer dans l'isolement.
- **Défendre une souveraineté "active"** : pas seulement symbolique, mais capable de peser sur les rapports de force (ex. : politique industrielle, numérique, énergétique).
- **Assumer des choix impopulaires** s'ils sont jugés nécessaires à long terme, tout en les expliquant avec pédagogie.

2. L'Unité Nationale comme Horizon

Le gaullisme historique a souvent instrumentalisé l'idée d'unité nationale, mais une posture gaullienne **authentique** chercherait à :

- **Dépasser les clivages partisans** en s'adressant directement aux citoyens, via des mécanismes de démocratie participative (conventions citoyennes, référendums ciblés).
- **Reconnaître les fractures sociales** (territoires, générations, classes) sans les exploiter, en proposant des récits fédérateurs (ex. : la transition écologique comme projet commun).
- **Incarner une autorité morale** : pas par le charisme seul, mais par la cohérence entre paroles et actes (ex. : transparence sur les conflits d'intérêts, exemplarité des dirigeants).

3. La Modernisation comme Impératif

De Gaulle a modernisé la France (nucléaire, planification, éducation) tout en critiquant le "progrès" aveugle.

Une posture gaullienne aujourd'hui intégrerait :

- **Une critique des technocraties** (IA, euro numérique, scoring social) au nom de l'humain, mais sans rejet luddite. Par exemple : encadrer les algorithmes tout en investissant dans la recherche publique.
- **Un État stratège** : capable d'anticiper les crises (climat, santé, cyber) et de mobiliser les ressources, sans tomber dans le dirigisme.
- **L'innovation sociale** : revenus universels, banques publiques, modèles coopératifs — des outils pour réduire les inégalités sans sacrifier la liberté.

4. La Grandeur comme Ambition Collective

La "grandeur" gaullienne n'était pas un nationalisme étiqué, mais une **vision de la France comme acteur majeur dans un monde multipolaire**. Aujourd'hui, cela pourrait signifier :

- **Porter des alliances alternatives** (Afrique, Amérique latine, pays émergents) pour contrebalancer les hégémonies américaine et chinoise.
- **Défendre un modèle européen refondé** : moins bureaucratique, plus démocratique, recentré sur les biens communs (climat, santé, numérique).
- **Investir dans les soft powers** : francophonie, diplomatie culturelle, éducation, pour rayonner sans domination.

5. Le Réalisme comme Méthode

De Gaulle était pragmatique : il a quitté l'Algérie, reconnu la Chine, et négocié avec l'Allemagne.

Une posture gaullienne en 2025 exigerait :

- **Accepter les rapports de force** (ex. : dépendance énergétique, dette publique) pour mieux les transformer.

- **Éviter les postures victimaires** : la France n'est ni "en déclin" ni "toute-puissante", mais doit jouer ses atouts (démographie, territoire, culture).
- **Privilégier l'action à l'incantation** : moins de discours, plus de réformes concrètes (ex. : relocalisations industrielles, service national universel).

Ce qui n'est pas gaullien

- **Le populisme** : flatter les peurs sans proposer de projet.
- **Le technocratisme** : gouverner par les experts sans légitimité populaire.
- **L'alignement idéologique** : être l'homme de Bruxelles, de Washington, ou de Pékin.
- **L'immobilisme** : se réfugier dans les symboles (drapeau, histoire) sans agir.

Exemples Concrets en 2025

- **Face à l'euro numérique** : Proposer un moratoire et un débat citoyen, tout en préparant une alternative (monnaie locale complémentaire, banque publique).
- **Sur les data centers** : Bloquer les projets les plus énergivores, mais investir dans des infrastructures souveraines et écologiques.
- **Dans la crise politique** : Dissoudre l'Assemblée si elle est bloquée, mais associer les citoyens à la rédaction d'une nouvelle loi électorale.

Pourquoi c'est difficile aujourd'hui ?

- **Manque de figures incarnées** : De Gaulle bénéficiait d'une légitimité historique (Libération, Résistance). Aujourd'hui, qui pourrait porter cette posture sans être suspecté de démagogie ou d'autoritarisme ?
- **Fragmentation médiatique** : Les récits unificateurs sont sapés par les bulles informationnelles.
- **Défiance envers l'État** : La verticalité gaullienne est mal perçue dans une société qui exige transparence et horizontalité.

De Gaulle a restauré la grandeur de la France après 1940.

Aujourd'hui, c'est à nous de le faire après des décennies de déclin.

Synthèse de la première esquisse du projet politique RGF

1. L'urgence du diagnostic : une France à la croisée des chemins

Le projet RGF ne naît pas d'un caprice idéologique, mais d'un **constat implacable** :

- **Une crise de sens** : La France, patrie des Lumières et de l'universalisme, est aujourd'hui **dépossédée de son récit**. Comme le souligne Stéphane Rozès, son imaginaire projectif et humaniste se heurte à un néolibéralisme procédurier, qui réduit la politique à une gestion comptable et les citoyens à des consommateurs. Résultat ? Un peuple **désorienté**, une démocratie **vidée de sa substance**, et des élites **déconnectées** (cf. la « sécession des classes dirigeantes »).
- **Une souveraineté érodée** : Que ce soit par l'UE (transposition automatique de directives contraires à l'intérêt national), les GAFAM (contrôle des données et des imaginaires), ou les marchés financiers (dette abyssale, désindustrialisation), la France a perdu la maîtrise de son destin. Le « non » au Traité constitutionnel européen en 2005 n'a jamais été entendu : la technocratie bruxelloise a continué à imposer sa logique, **sans bénéficier d'une véritable légitimité démocratique dans l'esprit de citoyens ne parvenant pas à s'approprier la logique de la gouvernance de l'UE**.
- **Un modèle social en lambeaux** : Le système de protection, autrefois envié, est aujourd'hui **miné par les gaspillages**, les superpositions administratives, et une fiscalité opaque qui étouffe les entreprises comme les ménages.

Exemple frappant : La France dépense **100 milliards d'euros par an en niches fiscales** (souvent captées par les plus aisés), tout en rognant sur les services publics essentiels. Cette première esquisse du projet RGF propose de **supprimer ces niches** pour financer un **Revenu Citoyen Universel (500€/mois)** et un **Service Citoyen Obligatoire** – un contrat républicain où droits et devoirs se répondent.

2. La cohérence du projet : une synthèse audacieuse

Le génie du RGF est de **dépasser les clivages stériles** (gauche/droite, progressisme/conservatisme) pour proposer une **troisième voie**, à la fois **gaullienne** (indépendance, grandeur) et **libertarienne** (simplification, responsabilité individuelle).

Voici comment ses piliers s'articulent :

A. Une économie au service de la nation

- **L'e-franc** : Une monnaie numérique souveraine, **indexée sur un panier de devises stables** (dollar, yen, or), permet de se prémunir contre les crises de l'euro tout en évitant un retour brutal au franc. C'est une **assurance contre le chaos**, inspirée par la prudence suisse.
- **La flat tax à 15%** : Simplicité et justice. Plus de priviléges fiscaux pour les uns, plus d'assistanat pour les autres. Chaque euro dépensé est **traçable** (via la blockchain républicaine), chaque décision budgétaire **auditabile** par les citoyens.
- **Le Grand Emprunt National** (50 milliards) ciblera les secteurs d'avenir (nucléaire, IA, hydrogène), avec une **règle d'or** : pas de dette pour les dépenses courantes, seulement pour les investissements productifs.

→ **Résultat** : Une économie **débarrassée des rentiers**, où l'État redevient **stratège** sans tomber dans le dirigisme.

B. Des institutions rétablies dans leur légitimité

- **La VIe République** : Un mandat présidentiel **unique de 7 ans**, une **Chambre des Territoires** (remplaçant le Sénat), et un **RIC contraignant** (référendum d'initiative citoyenne) redonnent le pouvoir au peuple. Comme en Suisse, où le RIC existe depuis 1848, cette démocratie directe est **encadrée** (commission citoyenne pour rédiger les questions, débat public obligatoire).

- **La transparence radicale** : Toutes les décisions administratives (marchés publics, subventions) seront enregistrées sur une **blockchain publique**. Finis les scandales de corruption ou les passe-droits : chaque citoyen pourra vérifier où va l'argent.

→ **Exemple** : En Estonie, 99% des services administratifs sont dématérialisés et traçables. Pourquoi pas en France ?

C. Une technologie maîtrisée, pas subie

Le RGF refuse le **technocapitalisme** (scoring social, surveillance de masse) tout en embrassant l'innovation :

- **Réseau Républicain** : Un internet souverain, hébergé en France, pour protéger les données des GAFAM et des ingérences étrangères.
- **Droit à la déconnexion** : Interdiction des smartphones dans les écoles primaires, zones sans Wi-Fi dans les espaces publics. Comme en Finlande, où les enfants n'ont pas de smartphone avant 15 ans... et où le système éducatif est l'un des meilleurs au monde.
- **Charte Éthique du Numérique** : Interdiction des algorithmes discriminants (embauche, crédits), audit obligatoire des IA utilisées par l'État.

→ **Enjeu** : Ne pas laisser la Silicon Valley ou Pékin dicter nos modes de vie.

D. Une immigration choisie et intégrée

- **Quotas fixés par référendum** : Comme au Canada, où 60% des immigrants sont sélectionnés pour leurs compétences.
- **Pacte Républicain d'Intégration** : Cours de français obligatoires, service civique, et **logements mélangés** (max 30% de familles immigrées par immeuble) pour éviter les ghettos.
- **Asile généreux pour les réfugiés**, mais **lutte sans merci contre les passeurs** et les fraudes.

La France n'est pas une forteresse, mais une maison. On n'y entre pas par effraction, on y est invité.

E. Une politique étrangère souveraine

- **Retrait du commandement intégré de l'OTAN** (comme de Gaulle en 1966), mais **maintien dans l'alliance** pour une coopération ciblée (cyberdéfense, espace).
- **Partenariats équilibrés avec l'Afrique** : Fin de la Françafrique, mais **coopération économique gagnant-gagnant** (énergie, éducation) en échange d'accords migratoires stricts.
- **Diplomatie culturelle offensive** : Doublement du budget de la Francophonie, création d'une **chaîne d'information francophone 24/7** pour contrer les propagandes russe et chinoise.

3. L'appel à l'action : « La grandeur ne se décrète pas, elle se vit »

Le RGF n'est pas un parti de plus. C'est un **mouvement de reconquête**, qui s'adresse à tous ceux qui refusent :

- **Le déclinisme** (« Tout est foutu »),
- **L'alignement** (« Soumettons-nous à Bruxelles ou à Washington »),
- **L'immobilisme** (« Continuons comme avant »).

Comment y parvenir ?

1. **Une Constituante citoyenne** (2026) : Réécrire la Constitution avec des citoyens tirés au sort, comme en Islande après 2008.
2. **Des États Généraux de la Société Française** (2026-2027) : Pour co-construire le projet avec les territoires.
3. **Un leader incarnant la synthèse** : Ni tribun populiste, ni technocrate froid. Un mélange de **De Gaulle** (vision), **Mendès-France** (rigueur), et **Jaurès** (justice sociale).

Les obstacles à surmonter

- **Les marchés financiers** : La création de l'e-franc pourrait déclencher des **attaques spéculatives**. Réponse : une **banque publique** pour stabiliser la monnaie, comme le propose le projet.
- **L'UE** : Bruxelles criera au « populisme ». Réponse : **Négocier des réformes** (euro flexible, Schengen 2.0), mais préparer un **Frexit partiel** si nécessaire (sortie de certaines politiques, pas de l'UE).
- **Les médias dominants** : Ils diaboliseront le RGF. Réponse : **Contourner les vieux médias** via les réseaux alternatifs (Mastodon, Telegram) et des **meetings géants en province**.

4. Pourquoi ce projet est crédible (et pas utopique)

- **Il s'inspire de modèles qui marchent :**
 - **Suisse** (RIC, démocratie directe),
 - **Islande** (audit citoyen de la dette),
 - **Canada** (immigration par points),
 - **Estonie** (e-gouvernement, blockchain).
- **Il anticipe les crises :**
 - **Dette** → Audit citoyen + monétisation partielle (sans inflation, grâce à l'indexation de l'e-franc).
 - **Chômage technologique** → Revenu Citoyen + formation continue.
 - **Guerres hybrides** (cyberattaques, fake news) → Agence Nationale de Renseignement (ANR) et souveraineté numérique.
- **Il propose des symboles fédérateurs :**
 - **Marianne moderne et métisse**, vêtue sobrement, portant un livre (savoir).
 - **Fête des Cultures** : Célébrer les apports de l'immigration sans communautarisme.
 - **Livre des Origines** : Retracer l'histoire familiale de chaque Français, comme le *koseki* au Japon.

5. Conclusion : Un contrat avec l'avenir

Le RGF n'est pas un retour en arrière. C'est une **réinvention** :

- **Économique** : Capitalisme débloqué, mais encadré par la nation.
- **Démocratique** : Pouvoir au peuple, mais avec des garde-fous.
- **Culturel** : Fierté d'être français, mais ouverture sur le monde.

Dernière question : « *Et vous, quel engagement êtes-vous prêt à prendre pour la France ?* »

- **6 mois de Service Citoyen** pour apprendre et servir ?
- **Un revenu universel** pour plus de liberté ?
- **Des fêtes qui célèbrent notre diversité** ?

La grandeur de la France ne sera pas restaurée par un homme providentiel, mais par **un peuple debout**.

Comme l'écrivait Camus : « *Être citoyen, ce n'est pas seulement avoir des droits, c'est aussi avoir des devoirs envers les autres et envers l'avenir.* »

Esquisse commentée n° projet de MANIFESTE

« *LA FRANCE RÉINVENTÉE : TRADITION, JUSTICE, LIBERTÉ ET GRANDEUR* »

Préambule : Pourquoi ce manifeste ?

La France est à la croisée des chemins. Affaiblie par des décennies de renoncement, divisée par des élites déconnectées, menacée par des idéologies qui la nient, elle a besoin d'un **projet clair, ambitieux et rassembleur**.

Le **Restaurer la Grandeur de la France (RGF)** n'est pas un parti de plus.

C'est un **mouvement de reconquête** — économique, culturelle, technologique et sociale.

Nous ne sommes **ni de gauche ni de droite mais des citoyens républicains, laïcs et sociaux animés par un souffle gaullien**.

Nous sommes **Français**, héritiers d'une histoire deux fois millénaire, et nous refusons de voir notre pays s'effacer.

Ce manifeste est notre **contrat avec la nation**.

Il repose sur quatre piliers :

1. **Une justice sociale exigeante** (Rawls + Tocqueville).
2. **Une liberté et une justice protégées** (Popper) contre les totalitarismes modernes.
3. **Une tradition vivante** (Guénon) comme boussole pour l'avenir.
4. **Une économie et une technologie maîtrisées**, au service du peuple, non des multinationales d'un technocapitalisme ravageur et déshumanisé.

La France que nous voulons est **ouverte au monde, mais maîtresse de son destin**.

Innovante, mais enracinée. Généreuse, mais ferme.

PARTIE I : UNE ECONOMIE AU SERVICE DE LA NATION ET DE SA SOUVERAINETE

Une Souveraineté Monétaire Raisonnée à l'Ère Numérique

Une monnaie forte est le socle d'une nation indépendante.

Mais à l'ère du numérique, la souveraineté monétaire ne peut plus se contenter de symboles : elle doit s'adapter sans se soumettre.

- **L'e-franc : Une Devise Numérique Nationale Adossée à un Panier de Devises Internationales**

Pour éviter les écueils d'une **dévaluation brutale** ou d'une sortie chaotique de l'euro, le RGF propose la création d'un **e-franc**, une **monnaie numérique souveraine** dont la valeur serait indexée sur un **panier de devises internationales stables** (dollar, yen, or, et crypto-actifs régulés).

Ce système permettra :

- **Stabilité** : Limiter les risques de spéculation et de crise monétaire en diversifiant les actifs sous-jacents, et en rendant possible des ajustements monétaires indispensables en fonction des circonstances sans s'en remettre à des décisions suprnationales.
- **Souveraineté** : La **Banque de France** et la **Direction Générale du Trésor** détermineront la composition du panier et ses ajustements trimestriels, en fonction des **circonstances économiques internationales**.
- **Modernité** : L'e-franc sera **complémentaire** à l'euro dans un premier temps, puis pourra devenir la **monnaie principale** si les circonstances l'exigent (crise de l'euro, sanctions européennes, etc.).
- **Transparence** : Un **audit citoyen annuel** garantira que la gestion du panier respecte l'intérêt national.

Sa Mise en œuvre se déroulera en 3 phases :

Phase 1 (2026-2027) : En parallèle d'une négociation au sein de l'UEM visant à permettre à la France de se dégager des contraintes inhérentes à son adhésion à la troisième phase (sortie de l'euro comme monnaie unique comme le Royaume-Uni avant son Brexit), lancement de l'e-franc comme monnaie d'échange pour les transactions publiques (impôts, salaires de la fonction publique, marchés publics).

Phase 2 (2028-2030) : Extension progressive aux entreprises et aux particuliers, avec des **incitations fiscales** pour son adoption.

Phase 3 (à partir de 2030) : Si les conditions sont réunies, l'e-franc deviendra la **monnaie officielle**, avec un mécanisme de conversion obligatoire pour les grandes transactions.

L'e-franc ne sera pas un retour au franc d'hier, mais la monnaie d'une France numérique et souveraine.

- **Un Pacte National sur le Déficit Public et la Dette pour Briser la Spirale de l'Endettement**

La dette n'est pas une fatalité : c'est un choix politique. Nous proposons d'en sortir par la discipline, l'innovation et la justice.

Le RGF refuse de laisser la France s'asphyxier sous le poids d'une dette abyssale (plus de 110 % du PIB).

Notre objectif : Ramener la dette sous la barre des 80 % du PIB en 10 ans, sans sacrifier les services publics essentiels.

Nous proposons un **Pacte National pour la Soutenabilité des Finances Publiques**, fondé sur trois piliers :

1. Un Audit Citoyen et Indépendant de la Dette

Transparence radicale : Publication intégrale des **contrats de dette** (qui détient quoi ? à quel taux ?) sur une plateforme publique, avec des *explications pédagogiques* pour les citoyens.

Commission d'audit : Composée d'économistes, de magistrats et de citoyens tirés au sort, elle identifiera les *dettes illégitimes* (ex. : intérêts usuraires, dettes contractées pour des projets inutiles) et proposera leur *annulation ou renégociation*.

2. Un Plan de Réduction Structurelle des Déficits

Règle d'or renforcée : **Interdiction constitutionnelle** de financer les dépenses courantes par l'emprunt. Les déficits ne seront autorisés que pour des *investissements productifs* (infrastructures, transition énergétique, éducation).

Réforme de la fiscalité :

- **Suppression des niches fiscales inefficaces** (coût : 100 milliards d'euros/an).
- **Flat tax à 15 % pour tous** (particuliers et entreprises), avec un **impôt minimum pour les géants du numérique**.
- **Taxation des superprofits** en période de crise.

Maîtrise des dépenses publiques :

- **Gel des salaires des hauts fonctionnaires et suppression des cumuls de mandats illégitimes et pantouflages**.
- **Réforme de la Sécu** : Recentralisation de la gestion pour éliminer les gaspillages, sans toucher aux soins.

3. Une Stratégie de Croissance et de Désendettement

Relance par l'investissement productif :

- **Grand Emprunt National** (50 milliards d'euros) pour financer des **projets rentables** (nucléaire, hydrogène, IA souveraine).
- **Privatisations ciblées** des participations de l'État dans des entreprises non stratégiques (ex. : Engie, ADP).
- **Monétisation partielle de la dette** : La Banque de France pourra **racheter jusqu'à 20 % de la dette publique** par an via la création monétaire (sans déclencher l'inflation, grâce à l'indexation de l'e-franc).
- **Négociation avec la BCE** : Si l'Europe refuse de restructurer la dette, la France **menacera de quitter l'euro** (avec l'e-franc comme plan B).

Flat Tax à 15% pour tous (particuliers et entreprises), suppression de l'ISF.

Préférence Nationale dans les marchés publics et l'emploi.

Grand Chantier National : 1 million d'emplois en 5 ans (IA, nucléaire, infrastructures, fibre).

PARTIE II : UNE JUSTICE SOCIALE POUR TOUS, SANS ASSISTANAT

Une Équité Exigeante et Responsable

1. Principes Fondamentaux

Objectif : Concilier **égalité des chances** et **responsabilité individuelle**, en évitant à la fois l'assistanat et l'abandon des plus vulnérables.

Le RGF propose une justice sociale **active**, où les droits s'accompagnent de devoirs, et où la solidarité est **transparente et efficace**.

Inspirations :

- **Rawls** (Théorie de la justice) : maximiser le bien-être des plus défavorisés.
- **Tocqueville** : la liberté ne survit que dans un cadre de responsabilité collective.
- **Modèles nordiques** : revenu universel + service civique.

2. Mesures Phares

A. Revenu Citoyen et Contrat Social

- **Revenu Citoyen Universel (RCU) de 500€/mois** :
 - **Universel** : versé à tous les Français dès 18 ans, sans condition de ressources.
 - **Financement** :
 - Suppression des **niches fiscales inefficaces** (100 milliards d'euros/an).
 - Lutte renforcée contre la **fraude fiscale** (30-50 milliards d'euros/an).
 - Taxation des **superprofits** et des **géants du numérique** (GAFAM).
 - **Contrepartie** : **Service Citoyen Obligatoire** (6 mois, civil ou militaire), pour ancrer la réciprocité.
- **Justification** :
 - **Simplicité** : remplace une partie des aides sociales complexes (RSA, APL).
 - **Dignité** : évite la stigmatisation des bénéficiaires.
 - **Flexibilité** : permet aux citoyens de se former, créer une entreprise, ou s'engager dans des projets collectifs.

B. Service Citoyen Obligatoire (SCO)

- **6 mois** pour tous les jeunes de 18 ans :
 - **3 mois de formation** (secourisme, défense nationale, éducation civique, transition écologique).
 - **3 mois de mission** au choix : santé, éducation, environnement, aide aux personnes âgées.
- **Rémunération** : 800€/mois (financé par la suppression des exonérations sociales inefficaces).
- **Objectifs** :
 - **Cohésion nationale** : mélanger les origines sociales et géographiques.
 - **Compétences utiles** : former une génération résiliente et solidaire.
 - **Légitimité** : le RCU n'est pas un dû, mais s'inscrit dans un **contrat républicain**.

C. Logement et Accès aux Services Essentiels

- **Droit au logement opposable** :

- **Réquisition des logements vacants** (plus de 3 millions en France) pour les sans-abri et les travailleurs précaires.
- **Encadrement strict des loyers** dans les zones tendues, avec des **sanctions pour les propriétaires abusifs**.
- **Santé et éducation gratuites :**
 - **Financement** : recentralisation de la gestion pour éliminer les gaspillages (ex. : suppression des doublons administratifs entre ARS et hôpitaux).
 - **Priorité aux déserts médicaux** : incitations fiscales pour les médecins s'installant en zone rurale.

D. Travail et Protection des Salariés

- **Salaire minimum revalorisé :**
 - **SMIC à 1 500€ net/mois** (contre ~1 300€ aujourd’hui), indexé sur l’inflation.
 - **Financement** : suppression des **exonérations de cotisations pour les grandes entreprises** (coût : 20 milliards d’euros/an).
- **Droit à la déconnexion :**
 - Interdiction des **emails et réunions en dehors des heures de travail**.
 - **Amendes pour les entreprises** ne respectant pas ce droit.
- **Télétravail encadré :**
 - **Droit à 2 jours de télétravail/semaine**, mais avec des **espaces de coworking publics** pour éviter l’isolement.

E. Protection contre les Nouveaux Risques Sociaux

- **Assurance universelle contre les risques technologiques :**
 - Couverture des **pertes d’emploi liées à l’IA et à l’automatisation**.
 - **Formation continue gratuite** pour les métiers en mutation.
- **Lutte contre les discriminations algorithmiques :**
 - **Audit obligatoire** des algorithmes utilisés pour l’embauche, les crédits, et les assurances.
 - **Droit à l’explication** : toute décision algorithmique doit être justifiable en langage clair.

3. Garde-fous et Équilibres

Risque	Solution RGF
Coût du RCU	Financé par la suppression des niches fiscales et la lutte contre la fraude.
Effet inflationniste	Le RCU est neutralisé fiscalement (pas de création monétaire supplémentaire).
Rejet par les classes moyennes	Le SCO et la revalorisation du SMIC montrent que le projet profite à tous.
Complexité administrative	Simplification radicale : un seul revenu, un seul guichet.

Le RGF ne propose pas l'assistanat, mais un contrat : la nation nous donne les moyens de réussir, donnons-lui en retour notre engagement.

Pas de priviléges, pas d'abandon : une société où chacun a sa place, mais où personne ne vit aux crochets des autres.

En Finlande, le revenu universel a réduit le stress et libéré l'initiative. Nous, nous ajoutons le devoir civique.

PARTIE III : LA LIBERTÉ COMME BOUSSOLE

La liberté n'est pas l'anarchie.

C'est le droit de choisir son destin dans un cadre qui protège chacun et garantit l'intérêt général.

1. Pourquoi la Liberté comme Boussole ?

La liberté, dans le projet RGF, n'est ni le **laisser-faire** (qui profite aux plus forts) ni le **contrôle étouffant** (qui étouffe l'initiative).

Elle s'inspire de trois principes :

- **Karl Popper** : Une société ouverte où les citoyens peuvent **critiquer et proposer**, sans dogmatisme.
- **Tocqueville** : La liberté ne survit que si elle est **encadrée par des institutions fortes et une culture civique**.
- **Les modèles nordiques** : Liberté individuelle + **responsabilité collective** (ex. : démocratie directe en Suisse, éducation civique en Finlande).

Objectif : Créer un système institutionnel où la liberté est **protégée** (contre les abus de l'État ou des multinationales), **partagée** (via des mécanismes de démocratie directe), et **responsable** (chaque droit s'accompagne d'un devoir).

2. Démocratie Directe et Transparence

A. Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) Contraignant

Mécanisme :

- **Seuil de déclenchement** : 500 000 signatures (1% du corps électoral) pour proposer un RIC.
- **Seuil de validation** : 50% de participation + majorité simple pour adoption.
- **Champ d'application** :
 - **Lois** (ex. : réforme des retraites, fiscalité).
 - **Traité internationaux** (ex. : accords commerciaux, adhésion à des organisations).
 - **Constitution** (ex. : révision pour la VIe République).
 - **Exclus** : Budget de l'État (trop technique), nominations individuelles.

Garde-fous :

- **Appui technique des instances nationales compétentes et dûment mandatées pour l'instruction des dossiers** (rapports d'information, etc.)
- **Commission citoyenne** (tirée au sort) pour **réécriture claire** des questions (éviter les formulations biaisées).
- **Débat public obligatoire** : 3 mois de campagne avec **temps médiatique égal** pour le "oui" et le "non".
- **Audit indépendant** des coûts et impacts (ex. : par la Cour des comptes).

Exemple :

- **Suisse** : Les référendums sont encadrés par des **contrepouvoirs** (Conseil fédéral, médias publics) et des **seuils élevés** (double majorité dans certains cantons).
- **Irlande** : Les citoyens ont tranché par référendum sur des sujets sensibles (avortement, mariage gay) après des **débats approfondis**.

Réponse aux critiques :

Objection	Réponse RGF
« <i>Le RIC, c'est de la démagogie !</i> »	<i>En Suisse, ça marche depuis 1848. Nous ajoutons des garde-fous : commission citoyenne, débat public, audit indépendant.</i>
« <i>Les citoyens ne sont pas compétents !</i> »	<i>Personne n'est compétent sur tout. Mais avec des débats publics et des experts indépendants, on peut éclairer le choix.</i>
« <i>Ça va bloquer tout !</i> »	<i>Non, car nous limitons le RIC aux grands sujets. Le budget ou les nominations ne seront pas concernés.</i>

B. Blockchain Républicaine : Transparence et Immuabilité

Mécanisme :

- **Enregistrement des lois et dépenses publiques** sur une blockchain publique (ex. : comme en **Estonie** pour les données administratives).
- **Accès citoyen** :
 - Chaque loi, dépense publique, ou décision majeure est **tracable et vérifiable**.
 - **Alertes automatiques** en cas d'anomalie (ex. : dépassement budgétaire, conflit d'intérêts).
- **Applications concrètes** :
 - **Budget participatif** : Les citoyens voient en temps réel où va l'argent de leur ville.
 - **Lutte contre la corruption** : Les contrats publics et les subventions sont **publics et audités**.

Exemple :

- **Estonie** : 99% des services administratifs sont en ligne, avec une **tracabilité totale**.
- **Taiwan** : Utilisation de la blockchain pour les **débats publics** et les pétitions citoyennes.

Réponse aux critiques :

Objection	Réponse RGF
« C'est trop complexe ! »	<i>Non, c'est comme un registre public en ligne. En Estonie, même les personnes âgées l'utilisent.</i>
« Ça coûte cher ! »	<i>Moins cher que la corruption ou les gaspillages. Et ça rapporte en transparence et confiance.</i>

3. Laïcité Intégrale : Liberté de Croyance, Neutralité de l'État

A. Interdiction « raisonnée » des Signes Religieux Ostentatoires dans l'Espace Public

Mécanisme :

- **Lieux concernés** :
 - **Écoles, administrations, hôpitaux publics** (comme aujourd'hui).
 - **Rues et transports en commun** (nouveauté, inspirée de la **Tunisie** ou de l'**Algérie**).

- **Application progressive :**
 - **2026-2027** : Campagne d'information et débats publics.
 - **2028** : Application dans les **lieux symboliques** (écoles, mairies).
 - **2030** : Extension aux **espaces publics**, après référendum local.

Garde-fous :

- **Dialogue avec les communautés religieuses** pour expliquer la mesure et l'adapter.
- **Sanctions proportionnées** : Avertissement, puis Amende pour les contrevenants, mais **pas de prison**.

Exemple :

- **Tunisie** : Le voile est interdit dans les administrations depuis 2019, sans crise majeure.
- **Québec** : La loi sur la laïcité (2019) interdit les signes religieux pour les **fonctionnaires en position d'autorité**.

Réponse aux critiques :

Objection	Réponse RGF
« <i>C'est une atteinte aux libertés !</i> »	<i>La liberté des uns s'arrête où commence celle des autres. Le voile n'est pas un vêtement, mais un marqueur politique qui divise.</i>
« <i>Ça va radicaliser les musulmans !</i> »	<i>Non, car nous dialoguons avec les communautés. En Tunisie, ça marche. Et nous ciblons d'abord les lieux symboliques.</i>

5. Synthèse : Une Liberté Encadrée et Responsable

Pilier	Mesure Phare	Garde-fou	Exemple International
Démocratie	RIC contraignant	Commission citoyenne, débat public	Suisse, Irlande
Transparence	Blockchain républicaine	Audit indépendant	Estonie, Taiwan

6. Communication et Légitimation

La liberté, ce n'est pas faire ce que l'on veut, mais choisir son destin dans un cadre qui protège tous. Avec le RIC, la blockchain et la justice citoyenne, nous redonnons le pouvoir au peuple – sans chaos, sans arbitraire.

Actions symboliques :

- **Lancer un RIC local** dans une ville pilote (ex. : Grenoble ou Perpignan) sur un sujet concret (ex. : budget participatif).
- **Créer une "Académie de la Liberté"** : Formation gratuite en ligne sur les mécanismes du RIC et de la blockchain.
- **Organiser des "Assises de la Justice Citoyenne"** : Débats publics avec des magistrats, des citoyens et des victimes.

Réponse aux critiques globales :

Objection	Réponse RGF
« <i>C'est trop radical !</i> »	<i>Non, c'est équilibré : liberté + responsabilité. Comme en Suisse ou aux États-Unis.</i>
« <i>Ça ne marchera jamais !</i> »	<i>Ça marche déjà ailleurs. En Suisse, le RIC existe depuis 1848. En Norvège, la justice est restaurative.</i>
« <i>C'est du populisme !</i> »	<i>Non, c'est de la démocratie. Le populisme, c'est de mépriser le peuple. Nous, nous lui faisons confiance.</i>

7. Épilogue : Une Liberté pour le XXIe Siècle

La liberté du RGF n'est ni **anarchique** ni **autoritaire**. Elle est :

- **Participative** (RIC, jurys citoyens).
- **Transparente** (blockchain, audit).
- **Responsable** (citoyen informé, ses devoirs liés aux droits).
- **Inclusive** (laïcité, mémoire partagée).

La liberté sans cadre est du chaos. Le cadre sans liberté est de la tyrannie.

Le RGF propose un équilibre : une liberté protégée, une justice rendue par le peuple, une mémoire qui unit.

Parce que la grandeur de la France, c'est sa capacité à concilier l'audace et la sagesse.

PARTIE IV : L'ENGAGEMENT CITOYEN RESPONSABLE, LA MEMOIRE ET LA TRANSMISSION COMME BOUSSOLES

« *Une nation ne se construit pas par des lois, mais par des citoyens qui se sentent responsables les uns des autres.* » — Ernest Renan

La France n'est pas seulement un territoire ou une administration. C'est une **communauté de destin**, un **lien vivant** entre des générations qui se transmettent des valeurs, des rites et des engagements.

Aujourd'hui, ce lien est **affaibli** : individualisme, défiance envers les institutions, et perte du sens du bien commun.

Le RGF propose de **réinventer la citoyenneté** comme un **contrat actif** entre l'individu et la nation, où **chaque droit s'accompagne d'un devoir**, et où **la tradition n'est pas un carcan, mais une boussole**.

1. POURQUOI UN NOUVEAU CONTRAT CITOYEN ?

a. Le Déficit de Citoyenneté en France

- **Désengagement civique** : Seulement **40 % des Français** votent aux élections locales, et **1 jeune sur 3** ne se sent pas concerné par la politique.
- **Déclin des corps intermédiaires** : Syndicats, associations et partis politiques perdent leurs adhérents, laissant le champ libre aux **réseaux sociaux et aux extrêmes**.
- **Crise de confiance** : **80 % des Français** estiment que les élites ne les représentent pas (baromètre Cevipof 2025).

b. Les Trois Piliers du RGF pour une Citoyenneté Renouvelée

Pilier	Objectif	Outils Concrets
Responsabilisation	Chaque citoyen est acteur de la nation.	Service Citoyen Obligatoire, jurys populaires.
Transmission	La mémoire collective unit les générations.	Livre des Origines, Fête des Cultures.
Participation	Le peuple décide, ne subit pas.	RIC, budgets participatifs, assemblées locales.

« *La citoyenneté, ce n'est pas un statut, c'est une pratique.* » — Pierre Rosanvallon

2. UNE CITOYENNETÉ ACTIVE : DES DEVOIRS POUR DES DROITS

a. Le Service Citoyen Obligatoire (SCO) : 6 Mois pour la Nation

- **Pourquoi ?**
 - **Répondre à la crise du lien social** : Mélanger les origines, les classes et les territoires.
 - **Former des citoyens résilients** : Apprendre les premiers secours, la défense nationale, et l'engagement solidaire.
 - **Légitimer les droits sociaux** : Le Revenu Citoyen Universel (RCU) n'est pas une aumône, mais la contrepartie d'un engagement.
- **Comment ?**
 - **3 mois de formation** :
 - **Secourisme et gestion de crise** (incendies, inondations).

- **Défense nationale** (cyberdéfense, résistance civile).
- **Éducation civique** (histoire de la République, enjeux écologiques).
- **3 mois de mission au choix :**
 - **Santé** : Aide dans les hôpitaux ou les Ehpad.
 - **Éducation** : Soutien scolaire dans les quartiers prioritaires.
 - **Environnement** : Reboisement, nettoyage des rivières.
 - **Mémoire** : Collecte de témoignages d'anciens, restauration de monuments.
- **Rémunération : 800 €/mois**, financés par la suppression des exonérations sociales inefficaces.
- **Symbolique :**
 - **Cérémonie de remise du Livret du Citoyen** à 18 ans, en mairie, avec un **serment républicain** : « *Je m'engage à servir la France, à respecter ses lois, et à défendre ses valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité.* »

b. Le Revenu Citoyen Universel (RCU) : 500 €/mois pour Tous

- **Financement :**
 - Suppression des **niches fiscales** (100 milliards d'euros/an).
 - Lutte contre la **fraude fiscale** (30-50 milliards d'euros/an).
 - Taxation des **superprofits** et des **géants du numérique**.
- **Contreparties :**
 - **Service Citoyen Obligatoire** (voir ci-dessus).
 - **Formation continue** : Accès gratuit à des cours en ligne (langues, compétences numériques).
- **Avantages :**
 - **Simplicité** : Remplace le RSA et une partie des APL.
 - **Dignité** : Pas de contrôle social humiliant.
 - **Liberté** : Permet de se former, créer une entreprise, ou s'engager dans des projets collectifs.

Le RCU n'est pas une aide, c'est un droit. Et comme tout droit, il s'accompagne de devoirs.

c. Les Jurys Citoyens : La Justice par le Peuple

- **Pour les petits délits** (incivilités, tapage) :
 - **Tribunaux de quartier** composés de **citoyens tirés au sort**, formés en 2 jours.
 - **Sanctions éducatives** : Travail d'intérêt général, médiation.
- **Pour les crimes contre la nation** (corruption, trahison) :
 - **Jurys élargis** : 12 citoyens + 3 magistrats professionnels.
 - **Transparence totale** : Débats publics, diffusion en direct des procès (sauf pour les mineurs).

Exemple : *En Suisse, les citoyens jugent les petits délits depuis des décennies. Résultat : une justice plus proche du peuple, et moins de récidive.*

3. LA TRANSMISSION : UNE MÉMOIRE PARTAGÉE POUR UN AVENIR COMMUN

a. Le Livre des Origines : Connaître son Histoire pour Construire son Avenir

- **Contenu :**
 - **Histoire familiale** : Migrations, métiers, engagements (résistance, syndicalisme).
 - **Apports culturels** : Comment chaque famille a contribué à la France (ex. : un grand-père hariki, une grand-mère bretonne résistante).
 - **Version numérique** : Liens vers les archives locales, témoignages oraux.
- **Remise solennelle :**
 - À **18 ans**, en même temps que le Livret du Citoyen, lors d'une **cérémonie en sous-préfecture ou en mairie**.
 - **Option** : Ajouter des **témoignages vidéo** (grands-parents, voisins).

Symbolique : *Comme le koseki au Japon, ce livre sera un pont entre les générations.*

b. La Fête des Cultures : Célébrer la Diversité sans Communautarisme

- **Principe :**
 - Remplacer les célébrations communautaristes par une **fête nationale des apports culturels**.
 - **Un village des cultures** dans chaque ville : ateliers (cuisine, musique, histoire), débats, expositions.
- **Exemples de figures célébrées :**
 - **Aimé Césaire** (littérature antillaise).
 - **Yves Montand** (culture italienne).
 - **Zinedine Zidane** (métissage franco-algérien).
 - **Irène Joliot-Curie** (science et féminisme).
- **Éviter le roman national :**
 - Parler aussi des **pages sombres** (esclavage, collaboration).
 - **Débats publics** : « *Comment l'immigration a façonné la France ?* »

La France n'est pas un musée, mais un atelier où chaque culture apporte sa pierre.

c. Les Rites Républicains : Sacraliser l'Engagement

- **Le Serment des Élus :**
 - **Tout élu (maire, député, ministre)** prête serment sur la **Constitution** et la **Déclaration des Droits de l'Homme**, en public.
 - **Symbolique** : « *Le pouvoir est un service, pas un privilège.* »
- **Fêtes Nationales Réinventées :**
 - **14 Juillet** : Pas seulement un défilé militaire, mais une **cérémonie citoyenne** (lecture de la Déclaration des Droits, débats publics).
 - **11 Novembre** : Hommage aux morts **et aux vivants** (anciens combattants, soignants, pompiers).
 - **Nouvelle fête** : « **Jour de la Reconquête** » (18 juin, anniversaire de l'Appel du 18 Juin 1940), pour célébrer la **résilience française**.

Les rites ne sont pas des reliques du passé, mais des repères pour l'avenir.

4. LA FAMILLE COMME PREMIÈRE ÉCOLE DE LA CITOYENNETÉ

a. L'Allocation Universelle Familiale : 500 €/mois par Enfant

- **Pourquoi ?**
 - **Soutenir la natalité** (la France est sous le seuil de renouvellement).
 - **Réduire les inégalités** dès la petite enfance.
- **Financement :**
 - Suppression des **niches fiscales familiales inefficaces** (ex. : quotient familial pour les hauts revenus).
- **Accompagnement :**
 - **Ateliers gratuits** dans les mairies : gestion du budget familial, éducation bienveillante.
 - **Livre des Parents** : Guide remis à la naissance, avec des **conseils pratiques** (santé, éducation, droits sociaux).

b. L'Éducation à la Parentalité

- **Cours obligatoires** pour les jeunes parents :
 - **Gestion du stress** (éviter les violences éducatives).
 - **Transmission des valeurs républicaines** (laïcité, mixité).
- **Réseau de parrainage :**
 - **Familles expérimentées** accompagnent les jeunes parents (ex. : conseils pour l'allaitement, la scolarité).

Élever un enfant, c'est élever un citoyen.

5. L'ÉCOLE COMME LIEU DE FORMATION DU CITOYEN

a. Philosophie et Histoire Dès le Primaire

- **Ateliers de philosophie pour enfants** (dès 8 ans) :
 - **Apprendre à douter, argumenter, coopérer.**
 - **Exemple** : « *C'est quoi, la justice ?* », « *Peut-on désobéir à une loi injuste ?* »
- **Histoire de France et du Monde :**
 - **Programme rééquilibré :**
 - Mettre en avant les **apports des cultures étrangères** (ex. : l'influence arabe en mathématiques, l'apport africain en musique).
 - **Éviter le roman national** : Parler aussi des **pages sombres** (colonisation, collaboration).

b. Le Service National de la Mémoire

- **Option dans le SCO :**
 - Les jeunes peuvent choisir de travailler sur des **projets de mémoire** :
 - **Archives locales** (numérisation des registres paroissiaux).
 - **Témoignages d'anciens** (résistants, immigrés, ouvriers).
 - **Restauration de monuments** (cimetières militaires, églises, mosquées historiques).

La mémoire est le ciment de la nation. Sans elle, nous sommes des étrangers les uns pour les autres.

6. SYMBOLES ET MISE EN ŒUVRE : DONNER À VOIR LA CITOYENNETÉ

a. Une Marianne Moderne et Métisse

- **Nouveau visage :**

- Une Marianne aux traits mixtes (européens, africains, asiatiques), revêtue de vêtements sobres et modernes et portant un livre (savoir).

b. Un Drapeau Tricolore Augmenté

- **Ajouts symboliques :**

- Une étoile européenne (pour montrer que la France est ouverte).
- Un symbole numérique (pour la modernité).

c. Calendrier de Mise en Œuvre

Année	Action	Acteurs
2026	Remise des Livrets du Citoyen et des Livres des Origines (expérimentation dans 3 régions).	Sous-Préfectures, Mairies, archives départementales.
2027	Réforme des fêtes nationales (14 Juillet citoyen, nouvelle fête du 18 Juin).	Gouvernement, associations.
2028	Serment des élus obligatoire dans les communes pilotes.	Assemblée nationale, Sénat.
2029	Allocation Universelle Familiale étendue à toutes les familles.	CAF, ministères sociaux.
2030	Cours de philosophie pour enfants généralisés dans le primaire.	Éducation nationale, philosophes.

7. EXEMPLES INTERNATIONAUX ET LEÇONS À TIRER

Pays/Modèle	Pratique Inspirante	Adaptation RGF
Suisse	Fêtes nationales (1er Août) avec discours locaux.	14 Juillet citoyen : débats publics dans chaque ville.
Japon	Livre de famille (koseki) pour la transmission.	Livre des Origines : histoire familiale + apports culturels.
Québec	Cours d'éthique et culture religieuse (neutralité).	Philosophie dès le primaire : esprit critique + valeurs.
Allemagne	Kindergeld (allocation familiale universelle).	500 €/mois par enfant , sans condition.
Danemark	Écoles "libres" (folkeskoler) avec pédagogie alternative.	Fab Labs et ateliers d'artisans dans les école

8. RÉPONSES AUX CRITIQUES

Objection	Réponse RGF
« <i>Le Service Citoyen, c'est du travail forcé !</i> »	« <i>Non, c'est un contrat républicain. En Suisse, le service militaire est obligatoire, et personne ne crie à l'esclavage. Chez nous, ce sera un mélange de formation et d'engagement solidaire.</i> »
« <i>Le Livre des Origines, c'est du communautarisme !</i> »	« <i>Non, c'est un outil de mémoire. Comme le koseki au Japon, il célèbre l'histoire de chaque famille, quelles que soient ses origines.</i> »
« <i>Les jurys citoyens, c'est de l'amateurisme !</i> »	« <i>En Suisse, ça marche depuis 1848. Avec une formation de 2 jours, les citoyens sont tout à fait capables de juger des petits délit.</i> »
« <i>La Fête des Cultures, c'est du folklore !</i> »	« <i>Non, c'est une célébration de ce qui nous unit. Comme la Fête de la Musique, mais pour l'histoire et les valeurs.</i> »
« <i>La tradition, c'est du passésisme !</i> »	« <i>Non, c'est un cadre pour innover. Les Lumières elles-mêmes s'appuyaient sur l'héritage gréco-romain. Nous faisons de même avec nos traditions républicaines.</i> »
« <i>Les fêtes nationales, c'est du nationalisme !</i> »	« <i>Non, c'est de la célébration collective. Le 14 Juillet, c'est la fête de tous les Français, quelles que soient leurs origines. Nous voulons des fêtes inclusives, pas communautaires.</i> »
« <i>La famille traditionnelle, c'est ringard !</i> »	« <i>Nous soutenons toutes les familles (recomposées, homoparentales, monoparentales). Mais nous croyons que la famille, sous toutes ses formes, est le premier rempart contre l'individualisme.</i> »

ÉPILOGUE : UNE CITOYENNETÉ QUI UNIT AU LIEU DE DIVISER

La citoyenneté n'est pas un **statut passif**. C'est un **engagement actif**, un **lien vivant** entre les générations et les territoires. Le RGF propose :

- **Des rites républicains modernisés** (serment, fêtes).
- **Une mémoire collective partagée** (Livre des Origines, patrimoine numérique).
- **Une éducation qui transmet sans enfermer** (philosophie, histoire critique).
- **Une famille soutenue, sous toutes ses formes** (allocations, éducation).

« *La France n'est pas un pays qui regarde son passé avec nostalgie, mais un pays qui s'en sert pour avancer. Notre tradition, c'est notre boussole – pas notre prison.* »

Prochaine étape : Et vous, **quel engagement êtes-vous prêt à prendre pour la France ?**

- **6 mois de Service Citoyen** pour apprendre et servir ?
- **Un revenu universel** pour plus de liberté ?
- **Des fêtes qui célèbrent notre diversité** ?

La grandeur de la France ne se décrète pas. Elle se vit, chaque jour, par des citoyens responsables et fiers de leur pays.

« Être citoyen, ce n'est pas seulement avoir des droits, c'est aussi avoir des devoirs envers les autres et envers l'avenir. » — Albert Camus

PARTIE V : UNE TECHNOLOGIE MAÎTRISÉE, AU SERVICE DU PEUPLE

La technologie doit libérer, pas asservir.

Dans un monde où les algorithmes et les multinationales du numérique menacent les libertés individuelles et la souveraineté nationale, le RGF propose un modèle alternatif : une technologie citoyenne, transparente et souveraine.

1. Pourquoi une Technologie Maîtrisée ?

La révolution numérique a créé des **opportunités immenses** (accès au savoir, innovation, efficacité) mais aussi des **risques majeurs** :

- **Perte de souveraineté** : Les données des Français sont contrôlées par des **GAFAM américains** ou des **entreprises chinoises** (ex. : TikTok, Huawei).
- **Manipulation algorithmique** : Les réseaux sociaux et les moteurs de recherche **formatent les opinions** (ex. : bulles de filtres, fake news).
- **Nouveaux esclavages** : Le **scoring social** (comme en Chine) ou la **surveillance de masse** menacent les libertés fondamentales.
- **Déshumanisation** : L'IA et les robots remplacent les interactions humaines, surtout dans les services publics.

Objectif du RGF :

- **Rendre la technologie compatible avec les valeurs républicaines** (liberté, égalité, fraternité).
- **Protéger les citoyens** contre les abus des algorithmes et des multinationales.
- **Faire de la France un leader en souveraineté numérique**, sans tomber dans le repli ou la censure.

Inspirations :

- **Estonie** : Démocratie numérique avancée (vote électronique, blockchain).
- **Union Européenne** : RGPD (règlement général sur la protection des données).
- **Modèles coopératifs** : Logiciels libres (Linux), plateformes décentralisées (Mastodon).

2. Souveraineté Numérique : Reprendre le Contrôle des Données et des Infrastructures

A. Réseau National Sécurisé : Un Internet Français

Proposition :

- **Création d'un "Réseau Républicain" (RR) :**
 - **Infrastructure 100% française**, inspirée de **Gaia-X** (projet européen de cloud souverain), mais **sans dépendance aux États-Unis ou à la Chine**.
 - **Hébergement obligatoire des données sensibles** (santé, défense, administration) sur des **serveurs français**, avec un **contrôle citoyen**.
 - **Interdiction des cloud étrangers** (AWS, Google Cloud, Alibaba) pour les **services publics** et les **entreprises stratégiques**.

Mise en œuvre :

Étape	Action	Acteurs	Calendrier
2026-2027	Lancement d'un cloud souverain pour les administrations.	État, Orange, OVH	2 ans

2028-2029	Extension aux entreprises stratégiques (banques, énergie).	ARCEP, CNIL	3 ans
2030	Ouverture aux particuliers (option payante ou gratuite pour les précaires).	Opérateurs télécoms	5 ans

Financement :

- **Taxation des GAFAM** (50% sur leurs bénéfices en France).
- **Subventions européennes** (fonds pour la souveraineté numérique).

Exemple :

- **Estonie** : 99% des services administratifs sont dématérialisés et sécurisés sur des serveurs locaux.
- **Chine** : Le "Great Firewall" montre les risques d'un internet national **fermé** – le RGF propose un modèle **ouvert mais souverain**.

Réponse aux objections :

Objection	Réponse RGF
« C'est du protectionnisme ! »	<i>Non, c'est de la souveraineté. Comme l'Estonie ou la Chine, nous voulons contrôler nos données.</i>
« Ça va coûter cher ! »	<i>Moins cher que de dépendre des GAFAM. Et ça créera des emplois en France.</i>
« Les entreprises ne vont pas accepter ! »	<i>Les banques et les hôpitaux n'auront pas le choix. Pour les autres, ce sera incitatif (crédits d'impôt).</i>

B. E-franc : Une Monnaie Numérique Citoyenne

Proposition :

- **L'e-franc** est une **monnaie numérique souveraine**, complémentaire à l'euro, puis potentiellement principale.
- **Indexée sur un panier de devises stables** (dollar, yen, or, crypto-actifs régulés) pour éviter l'inflation.
- **Sans traçage individuel** pour les petites transactions (protection de la vie privée).
- **Avec traçage pour les grosses transactions** (lutte contre la fraude et l'évasion fiscale).

Phasage :

1. **2026-2027** : Utilisation pour les **transactions publiques** (impôts, salaires des fonctionnaires).
2. **2028-2030** : Extension aux **entreprises** (avec incitations fiscales).
3. **2030+** : Monnaie principale **si l'euro s'effondre** ou si l'UE bloque les réformes.

Avantages :

- **Stabilité** : Moins sensible aux crises de l'euro.
- **Souveraineté** : Contrôle par la Banque de France, pas par la BCE.
- **Modernité** : Intégration possible avec les **crypto-monnaies régulées**.

Exemple :

- **Suisse** : Le franc suisse est une valeur refuge depuis des décennies.
- **Venezuela** : Le Petro (crypto-monnaie étatique) a échoué à cause de l'hyperinflation – l'e-franc évite ce risque grâce à son indexation.

Réponse aux objections :

Objection	Réponse RGF
« C'est du populisme monétaire ! »	<i>Non, c'est une assurance. Comme la Suisse avec son franc.</i>
« Ça va créer de l'inflation ! »	<i>Non, car l'e-franc est indexé sur des actifs stables.</i>
« L'UE va bloquer ! »	<i>Nous négocierons. Et si l'UE refuse, nous aurons un plan B.</i>

3. Démocratie Augmentée : Co-construction des Lois par les Citoyens

A. Plateforme "Voix de la Nation"

Proposition :

- Une **plateforme numérique sécurisée** pour :
 - **Co-écrire les lois** avec des citoyens tirés au sort.
 - **Voter sur des propositions** (comme le RIC, mais en continu).
 - **Auditer les algorithmes publics** (ex. : ceux utilisés pour les allocations sociales ou la police).

Fonctionnalités :

- **Forum modéré** : Débats encadrés par des experts indépendants.
- **Système de réputation** : Les contributions constructives sont mises en avant.
- **Blockchain** : Toutes les propositions et votes sont **immuables et transparents**.

Exemple :

- **Taiwan** : La plateforme vTaiwan permet aux citoyens de co-construire les lois sur le numérique.
- **Islande** : Les citoyens ont **réécrit la Constitution** via une plateforme collaborative en 2011.

Mise en œuvre :

Étape	Action	Acteurs
2026	Lancement en version bêta dans 3 régions.	Gouvernement, startups

2027-2028	Extension nationale avec formation des citoyens .	Éducation nationale
2029	Intégration avec le RIC et les budgets participatifs .	Collectivités locales

Réponse aux objections :

Objection	Réponse RGF
« Les citoyens ne savent pas légiférer !	<i>Ils apprendront. Et ils seront aidés par des experts.</i>
« Ça va être manipulé ! »	<i>Non, car la plateforme sera modérée et transparente.</i>

B. Référendums Numériques Sécurisés

Proposition :

- **Votes en ligne** pour les référendums locaux et nationaux, sécurisés par **blockchain**.
- **Double authentification** (carte d'identité numérique + biométrie).
- **Audit citoyen** des résultats.

Exemple :

- **Estonie** : Vote électronique depuis 2005, sans fraude majeure.
- **Suisse** : Référendums fréquents, avec un système **sécurisé et transparent**.

Réponse aux objections :

Objection	Réponse RGF
« C'est trop risqué (piratage) ! »	<i>L'Estonie le fait depuis 15 ans. Avec la blockchain, c'est inviolable.</i>
« Tout le monde n'a pas internet ! »	<i>Nous garderons le vote papier en parallèle.</i>

4. Protection contre les Nouveaux Esclavages Algorithmiques

A. Interdiction du Scoring Social et des Algorithmes Discriminants

Proposition :

- **Loi "République Numérique"** :
 - **Interdiction totale** du scoring social (comme en **Chine**).
 - **Transparence obligatoire** des algorithmes publics (justice, police, allocations).
 - **Droit à l'explication** : Tout citoyen peut demander **pourquoi un algorithme a pris une décision le concernant** (ex. : refus de crédit, orientation scolaire).

Sanctions :

- **Amendes jusqu'à 10% du CA** pour les entreprises qui ne respectent pas la loi.

- **Interdiction d'opérer en France** pour les entreprises récidivistes (ex. : TikTok si elle refuse la transparence).

Exemple :

- **UE** : Le **RGPD** impose déjà une transparence minimale.
- **Californie** : Loi sur la **transparence des algorithmes** (2023).

Réponse aux objections :

Objection	Réponse RGF
« Ça va freiner l'innovation ! »	<i>Non, ça va la rendre plus éthique. Comme le RGPD en Europe.</i>
« Les entreprises ne vont pas accepter ! »	<i>Elles n'auront pas le choix. Sinon, elles paieront des amendes colossales.</i>

B. Droit à la Déconnexion Totale

Proposition :

- **Interdiction des objets connectés intrusifs** dans certains lieux :
 - **Écoles** : Pas de smartphones avant 15 ans.
 - **Entreprises** : Droit à la déconnexion en dehors des heures de travail.
 - **Espaces publics** : Zones sans Wi-Fi (ex. : parcs, bibliothèques).
- **Sanctions** pour les employeurs qui **imposent des outils de surveillance** (ex. : caméras dans les toilettes, tracking GPS).

Exemple :

- **France** : Droit à la déconnexion depuis 2017 (mais peu appliqué).
- **Portugal** : Loi sur le **télétravail** avec horaires stricts.

Réponse aux objections :

Objection	Réponse RGF
« Ça va ralentir l'économie ! »	<i>Non, ça va améliorer la productivité. Les études le montrent.</i>
« Les jeunes ne vont pas accepter ! »	<i>En Finlande, ils n'ont pas de smartphone avant 15 ans. Et ça marche.</i>

5. Une Industrie Technologique Souveraine

A. Plan "Athéna" : 100 Milliards pour l'IA et les Semiconducteurs

Proposition :

- **Investissement massif** dans :
 - **L'IA souveraine** (alternative à Google et Microsoft).
 - **Les semi-conducteurs** (pour éviter la dépendance à Taïwan ou aux États-Unis).
 - **La robotique civile** (ex. : robots pour les Ehpad).

- **Création d'un "MIT français"** : Un pôle d'excellence en IA, avec des **partenariats publics-privés**.

Financement :

- **Taxation des GAFAM** (50% sur leurs bénéfices en France).
- **Fonds européen** (si l'UE accepte de financer des projets souverains).

Exemple :

- **Corée du Sud** : Plan massif pour les semi-conducteurs (Samsung, SK Hynix).
- **UE** : Projet de **puce européenne** (2023).

Réponse aux objections :

Objection	Réponse RGF
« Ça va coûter trop cher ! »	<i>Moins cher que de dépendre des États-Unis ou de la Chine qui récupèrent et exploitent nos données.</i>
« La France n'a pas les compétences ! »	<i>Si, avec nos écoles d'ingénieurs. Et nous formerons 10 000 experts en IA d'ici 2030.</i>

B. Interdiction des Recherches en IA Militaire Autonome

Proposition :

- **Moratoire sur les armes autonomes** (drones tueurs, robots militaires).
- **Contrôle humain obligatoire** sur toute décision létale.
- **Sanctions** pour les laboratoires qui contournent la loi.

Exemple :

- **ONU** : Appels répétés pour un **traité sur les robots tueurs**.
- **Canada** : Interdiction des **systèmes d'armes autonomes**.

Réponse aux objections :

Objection	Réponse RGF
« Ça va affaiblir notre défense ! »	<i>Non, car nous garderons des armes pilotées par des humains.</i>
« Les autres pays ne respecteront pas ! »	<i>Nous serons pionniers, comme pour le RGPD.</i>

6. Charte Éthique du Numérique Républicain

10 Principes pour une Technologie au Service de l'Homme (voir aussi l'annexe A)

1. **La technologie doit servir l'humain**, pas l'inverse.
2. **Les données des citoyens sont un trésor national**, protégées par l'État.
3. **Aucun algorithme ne peut juger un humain** (interdiction du scoring social).
4. **Tout code utilisé par l'État doit être open source et auditible**.
5. **Le droit à la déconnexion est sacré** (pas de surveillance permanente).

6. **Les plateformes numériques doivent être neutres (pas de censure arbitraire).**
7. **Les GAFAM paieront leur juste part d'impôts (50% sur leurs bénéfices en France).**
8. **L'IA militaire autonome est interdite sur le sol français.**
9. **Les citoyens ont le droit de savoir comment les algorithmes les concernent.**
10. **La France sera pionnière en éthique numérique, comme elle l'a été pour les droits de l'homme.**

Signataires :

- Représentants du RGF.
- Associations de défense des libertés numériques (ex. : La Quadrature du Net).
- Experts en cybersécurité et éthique.

7. Feuille de Route et Acteurs Clés

Mesure	Acteurs Responsables	Calendrier	Budget
Réseau Républicain	ARCEP, OVH, État	2026-2028	5 Md€
E-franc	Banque de France, Trésor Public	2026-2030	2 Md€
Plateforme "Voix de la Nation"	DINUM, startups	2026-2029	500 M€
Loi "République Numérique"	CNIL, Parlement	2027	-
Plan "Athéna"	Ministère de l'Industrie, CEA	2026-2035	10 Md€/an
Charte Éthique	Société civile, experts	2026	-

8. Réponses aux Objections Globales

Objection	Réponse RGF
« C'est un projet de gauche/d'extrême droite ! »	<i>Ni l'un ni l'autre. C'est un projet républicain, souverainiste et humaniste.</i>
« La France n'a pas les moyens ! »	<i>Si, en taxant les GAFAM et en réorientant les dépenses publiques.</i>
« Ça va créer du chômage ! »	<i>Non, ça va créer des emplois dans la tech souveraine.</i>
« C'est utopique ! »	<i>L'Estonie, Taiwan et la Suisse le font déjà. Pourquoi pas nous ?</i>

9. Épilogue : Une Technologie Républicaine ou Rien

La technologie n'est ni bonne ni mauvaise : elle dépend de ce que nous en faisons.

Le RGF propose :

- **Un internet souverain** (Réseau Républicain).
- **Une monnaie citoyenne** (e-franc).
- **Une démocratie augmentée** (plateforme "Voix de la Nation").
- **Des garde-fous éthiques** (Charte du Numérique Républicain).

La France a été pionnière pour les droits de l'homme au XVIII^e siècle. Elle le sera pour les droits numériques au XXI^e. Parce que la technologie sera républicaine, ou elle ne sera pas.

PARTIE VI : UNE IMMIGRATION CHOISIE ET VALORISANTE, PAS SUBIE

La France n'est pas une forteresse, mais une maison. On n'y entre pas par effraction, on y est invité.

Le RGF propose une politique migratoire qui concilie humanisme, souveraineté et intégration, sans tomber dans l'angélisme ou le rejet.

1. Pourquoi une Immigration Choisie ?

L'immigration est un **enjeu majeur** pour la France, à la fois **démographique, économique et social**. Aujourd'hui, le système est **déséquilibré** :

- **Accueil non maîtrisé** : 200 000 à 300 000 entrées légales par an, sans contrôle des compétences ou des besoins réels.
- **Intégration défaillante** : Ghettos urbains, échec scolaire, chômage des immigrés (taux de 14%, contre 8% pour les natifs).
- **Asile saturé** : 140 000 demandes par an, avec des délais de traitement trop longs (1 à 2 ans).
- **Immigration clandestine** : 100 000 à 150 000 entrées illégales par an, avec des réseaux de passeurs prospères.

Objectifs du RGF :

- **Maîtriser les flux** : Quotas annuels fixés par référendum, priorité aux compétences.
- **Accueillir les réfugiés** : Asile inconditionnel pour les persécutés, avec des délais raccourcis.
- **Intégrer avec exigence** : Maîtrise du français, valeurs républicaines, service civique.
- **Lutter contre l'immigration clandestine** : Contrôles renforcés aux frontières, coopération plus étroite avec les Etats africains d'origine.

Inspirations :

- **Canada** : Système de points pour l'immigration économique.
- **Australie** : Quotas stricts et intégration exigeante.
- **Allemagne** : Cours de langue et d'intégration obligatoires.

2. Un Droit d'Asile Réaffirmé et Humanisé

A. Accueil Inconditionnel des Réfugiés Politiques

Mécanisme :

- **Délai de traitement réduit à 3 mois** (contre 1 à 2 ans aujourd'hui).
- **Office Français de Protection des Réfugiés (OFPR) :**
 - **Indépendant** du ministère de l'Intérieur, avec des **magistrats et des représentants d'ONG**.
 - **Transparence totale** : Publication des décisions et des critères.
- **Accueil digne :**
 - **Logements temporaires** (pas de camps de fortune).
 - **Accès immédiat aux soins et à la scolarisation** pour les enfants.

Financement :

- **Budget dédié** : 2 milliards d'euros/an (redéploiement des fonds existants + taxation des multinationales).
- **Partenariats avec les collectivités locales** pour l'hébergement.

Exemple :

- **Allemagne** : L'Office fédéral des migrations (BAMF) traite les demandes en 6 mois.
- **Canada** : Accueil des réfugiés syriens en 2015-2016 avec un système efficace et humain.

Réponse aux objections :

Objection	Réponse RGF
« Ça va coûter trop cher ! »	<i>Non, car nous redéployons les fonds existants et luttons contre la fraude. Le coût de l'inaction (ghettos, insécurité) est bien plus élevé.</i>
« Ça va attirer tous les migrants ! »	<i>Non, car nous distinguons réfugiés politiques (accueillis) et migrants économiques (soumis aux quotas).</i>

B. Lutte contre les Fraudes et les Abus

Mécanisme :

- **Contrôles renforcés :**
 - **Vérification systématique des demandes d'asile** (collaboration avec Europol et Interpol).
 - **Sanctions pour les fraudeurs** : Expulsion immédiate + interdiction de territoire pour 10 ans.
- **Coopération avec les pays d'origine :**
 - **Accords de réadmission** avec les pays africains et moyen-orientaux.
 - **Aide au développement** pour réduire les causes des migrations (ex. : projets agricoles au Sahel).

Exemple :

- **Danemark** : Contrôles stricts et accords de réadmission avec la Syrie.
- **Espagne** : Coopération avec le Maroc pour lutter contre les passeurs.

3. Une Immigration Maîtrisée et Sélective

A. Quotas Annuels Fixés par Référendum Citoyen

Mécanisme :

- **Quotas annuels :**
 - **Fixés par référendum** tous les 5 ans.
 - **Répartition :**
 - 50% pour les **compétences** (ingénieurs, médecins, chercheurs).
 - 30% pour les **métiers en tension** (bâtiment, agriculture, soins).
 - 20% pour le **regroupement familial** (sous conditions de ressources).
- **Priorité aux francophones :**
 - **Bonus** pour les migrants des pays francophones (Afrique, Liban, Canada).

Exemple :

- **Canada** : 60% des immigrants sont sélectionnés pour leurs compétences.
- **Australie** : Quotas annuels fixés par le Parlement, avec une forte sélection économique.

Réponse aux objections :

Objection	Réponse RGF
« Les quotas, c'est xénophobe ! »	<i>Non, c'est raisonnable. Le Canada et l'Australie le font, et personne ne les accuse de racisme.</i>
« Qui va voter pour ces quotas ? »	<i>Les citoyens, après un débat public éclairé par des experts.</i>

B. Visa "Talents" et "Métiers en Tension"

Mécanisme :

- **Programme "La France des Lumières" :**
 - **10 000 visas/an pour les chercheurs, artistes et entrepreneurs.**
 - **Accès accéléré à la nationalité** après 5 ans de résidence.
- **Visa pour les métiers en tension :**
 - **Liste mise à jour annuellement** avec les branches professionnelles.
 - **Contrat de travail obligatoire** avant l'arrivée.

Exemple :

- **Allemagne** : "Blue Card" pour les travailleurs qualifiés.
- **Portugal** : Visa "Golden" pour les investisseurs et les talents.

4. Une Intégration Exigeante et Réussie

A. Pacte Républicain d'Intégration

Mécanisme :

- **Contrat d'intégration :**
 - **Cours de français obligatoire** (niveau B1 en 2 ans).
 - **Formation aux valeurs républicaines** (laïcité, égalité hommes-femmes).
 - **Service civique** (6 mois) : Engagement dans une association, un hôpital ou une école.
- **Sanctions en cas d'échec :**
 - **Retrait des aides sociales** après 2 ans sans effort d'intégration.
 - **Expulsion** en cas de **refus répété** des valeurs républicaines (ex. : polygamie, refus de la mixité).

Exemple :

- **Pays-Bas** : Cours d'intégration obligatoire + test de langue.
- **Danemark** : "Contrat d'intégration" avec sanctions en cas de non-respect.

Réponse aux objections :

Objection	Réponse RGF
-----------	-------------

« C'est du communitarisme ! »	<i>Non, c'est de l'intégration. Apprendre le français et les valeurs de la République, c'est normal.</i>
« Ça va créer des ghettos ! »	<i>Non, car nous mélangerons les populations dans les logements et les écoles.</i>

B. Logement et Mixité Sociale

Mécanisme :

- **Quotas de mixité** dans les HLM :
 - **Maximum 30% de familles immigrées** par immeuble pour éviter les ghettos.
- **Aides à l'installation** :
 - **Prêt à taux zéro** pour les immigrés qui s'installent en zone rurale.
 - **Accompagnement social** (aide aux démarches, cours de français).

Exemple :

- **Suède** : Politique de mixité sociale dans les logements.
- **France** : Loi SRU (25% de logements sociaux par commune).

5. Des Frontières Protégées et une Coopération Internationale

A. Contrôles Systématiques aux Frontières

Mécanisme :

- **Doublement des effectifs** de la police aux frontières (PAF) et de la douane.
- **Technologies de pointe** :
 - **Drones et caméras thermiques** pour surveiller les zones sensibles (Calais, Alpes).
 - **Collaboration avec Frontex** pour les contrôles en Méditerranée.

Financement :

- **Budget** : 1 milliard d'euros/an (redéploiement des fonds européens + lutte contre la fraude fiscale).

Exemple :

- **Hongrie** : Barrière anti-migrants + contrôles renforcés.
- **Espagne** : Coopération avec le Maroc pour lutter contre les passeurs.

Réponse aux objections :

Objection	Réponse RGF
« Ça va coûter cher ! »	<i>Moins cher que l'immigration clandestine (5 milliards/an pour l'AME).</i>
« Ça va violer les droits de l'homme !	<i>Non, car nous respecterons le droit d'asile. Nous ciblons les passeurs, pas les migrants.</i>

B. Coopération avec l'Afrique : Un Nouveau Contrat

Mécanisme :

- **Aide au développement ciblée :**
 - **10 milliards d'euros/an** pour des projets **agricoles, éducatifs et sanitaires** en Afrique subsaharienne.
 - **Condition : Coopération sur les réadmissions** des migrants en situation irrégulière.
- **Partenariats économiques :**
 - **Zones franches** pour les entreprises françaises en Afrique, en échange de **formations professionnelles locales**.

Exemple :

- **Allemagne** : Accords avec la Turquie pour réduire les flux migratoires.
- **Italie** : Coopération avec la Libye pour lutter contre les passeurs.

6. Une Diplomatie Migratoire Active

A. Visas pour les Talents et les Étudiants

Mécanisme :

- **Programme "La France des Lumières" :**
 - **10 000 visas/an** pour les **étudiants, chercheurs et artistes** des pays émergents.
 - **Bourses d'excellence** pour les étudiants africains et moyen-orientaux.
- **Simplification des procédures :**
 - **Délai de traitement réduit à 1 mois** (contre 3 à 6 mois aujourd'hui).

Exemple :

- **Canada** : Programme de bourses pour les étudiants étrangers.
- **Allemagne** : "Blue Card" pour les talents étrangers.

B. Partenariats avec les Diasporas

Mécanisme :

- **Conseil des Français de l'Étranger (CFE) élargi :**
 - **Représentation des diasporas africaines et maghrébines**.
 - **Facilitation de la double nationalité** pour les compétences rares (ex. : médecins, ingénieurs).
- **Programmes de retour :**
 - **Aides financières** pour les diasporas qui veulent s'installer en France (ex. : entrepreneurs, chercheurs).

Exemple :

- **Portugal** : Passeport pour les descendants d'émigrés portugais.
- **Israël** : Loi du retour pour les juifs du monde entier.

7. Réponses aux Objections et Garde-Fous

Objection	Réponse RGF	Garde-Fou Proposé
-----------	-------------	-------------------

« Les quotas, c'est xénophobe ! »	<i>Non, c'est raisonnable. Le Canada le fait depuis des décennies.</i>	Répartition équitable des visas (compétences, métiers en tension, regroupement familial).
« L'intégration forcée, c'est du communautarisme ! »	« L'intégration forcée, c'est du communautarisme ! »	<i>Non, c'est de l'intégration républicaine. Apprendre le français, c'est normal.</i>
Cours de français gratuits + accompagnement social.	« Les contrôles aux frontières, c'est inhumain ! »	<i>Non, nous ciblons les passeurs, pas les migrants.</i>
Respect strict du droit d'asile + coopération avec le HCR.	« La coopération avec l'Afrique, c'est du néocolonialisme ! »	<i>Non, c'est un partenariat gagnant-gagnant.</i> Projets co-construits avec les pays africains (ex. : universités franco-africaines).

8. Exemples Internationaux et Leçons à Tirer

Pays	Politique Migratoire	Points à Reprendre	Pièges à Éviter
Canada	Système de points + accueil des réfugiés.	Sélection par compétences + intégration réussie.	Délais trop longs pour les demandes d'asile.
Australie	Quotas stricts + intégration exigeante.	Contrôle des flux + sanction des fraudeurs.	Conditions de détention critiquées.
Allemagne	Accueil massif en 2015 + intégration renforcée.	Cours de langue obligatoires + accompagnement social.	Ghettos urbains dans certaines villes.
Danemark	Contrôles stricts + coopération avec les pays d'origine.	Efficacité administrative + lutte contre les fraudes.	Durcissement excessif (ex. : confiscation des bijoux des réfugiés).
Portugal	Visa "Golden" pour les investisseurs.	Attraction des talents économiques.	Risque de corruption.

9. Feuille de Route et Acteurs Clés

Mesure	Acteurs Responsables	Calendrier	Budget
OFPR (Asile)	Ministère de l'Intérieur, ONG	2026-2027	500 M€
Quotas migratoires	Parlement, citoyens (RIC)	2027 (référendum)	-

Pacte d'intégration	Ministère de l'Éducation, associations	2026-2030	1 Md€/an
Contrôles aux frontières	PAF, Douanes, Frontex	2026-2028	1 Md€/an
Coopération Afrique	Ministère des Affaires Étrangères	2026-2030	2 Md€/an
Visa "Talents"	Ministère du Travail, Campus France	2027	200 M€

10. Épilogue : Une Immigration qui Renforce la France

Le RGF propose une **politique migratoire équilibrée** :

- **Humaniste** : Accueil inconditionnel des réfugiés politiques.
- **Sélective** : Quotas annuels fixés par les citoyens, priorité aux compétences.
- **Exigeante** : Intégration par la langue, les valeurs et le service civique.
- **Coopérative** : Partenariats avec l'Afrique pour réduire les causes des migrations.

La France n'est pas un pays qui se referme, mais un pays qui choisit ses partenariats.

Nous accueillerons ceux qui fuient l'oppression, nous sélectionnerons ceux qui peuvent contribuer à notre prospérité, et nous intégrerons chacun avec exigence et bienveillance.

Parce qu'une immigration maîtrisée est une chance, pas une fatalité.

PARTIE VII : UNE FRANCE PUISSANCE

– POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET SÉCURITÉ NATIONALE

La France n'est grande que lorsqu'elle est libre. Notre politique étrangère ne sera ni soumise ni agressive, mais souveraine, équilibrée et visionnaire.

1. L'Indépendance Stratégique : Une France Inviolable

Sans souveraineté militaire et industrielle, il n'y a pas de politique étrangère.

a. Défense : L'Autonomie comme Dogme

- **Budget de la défense porté à 3 % du PIB** (contre ~2 % aujourd'hui), avec une **priorité absolue** :
 - **Nucléaire** : Modernisation de la dissuasion (remplacement des sous-marins SNLE, développement de missiles hypersoniques).
 - **Cyberdéfense** : Création d'un **Commandement Cyber Souverain**, avec recrutement massif d'experts civils et militaires.
 - **Industrie de l'armement** : **Autonomie totale** pour les équipements critiques (drones, chars, avions de combat). Fin des dépendances aux États-Unis (ex. : rachat des licences F-35 pour développer un chasseur européen 100 % français).
- **Service National Universel (SNU) étendu** : 1 an obligatoire pour tous les jeunes (garçons et filles), avec une **composante militaire renforcée** (3 mois de formation de base).

b. Sécurité Énergétique et Alimentaire

- **Énergie** :
 - **Relance massive du nucléaire** (construction de 14 nouveaux EPR d'ici 2040, développement des SMR).
 - **Indépendance gazière et pétrolière** : Investissements massifs dans le **GNL français** (terminal de Dunkirk) et partenariats avec l'Algérie, le Nigeria et la Norvège.
- **Alimentation** :
 - **Plan "Ferme France"** : Autonomie alimentaire à 90 % d'ici 2035, avec subventions pour les agriculteurs et **stocks stratégiques** de céréales.

Une nation qui ne nourrit pas ses enfants et ne les défend pas n'est plus une nation.

2. Refonder les Alliances : Ni Vassale, Ni Isolée

La France parlera à tous, mais ne se soumettra à personne.

a. Avec l'Europe : Une Alliance de Nations Libres

- **Refus de l'Europe fédérale** :
 - **Veto systématique** contre toute avancée vers un "gouvernement économique européen" ou une armée européenne intégrée.
 - **Exigence d'une Europe des nations** : Coopération renforcée sur la défense, l'énergie et les migrations, mais **primauté du droit français** sur les traités européens.
- **Plan B : Préparation à un "Frexit partiel"** :
 - Si l'UE refuse les réformes attendues, la France **suspendra sa participation** aux politiques européennes qui portent atteinte à sa souveraineté (ex. : PAC, politique migratoire) au moyen des processus de retrait partie (*opt out*).

b. Avec les États-Unis : Un Partenariat Équilibré

- OTAN :
 - **Maintien dans l'OTAN**, mais **retrait du commandement intégré** (comme l'a décidé De Gaulle en 1966).
 - **Refus des guerres américaines** : La France ne participera pas aux conflits qui ne menacent pas directement ses intérêts et mettent en péril les grands équilibres géopolitiques (ex. : Ukraine, Taïwan).
- **Coopération ciblée** :
 - **Technologie** : Partenariats sur l'IA et l'espace, mais **protection des données françaises**.
 - **Défense** : Achats limités d'équipements américains (seulement en cas d'urgence).

c. Avec la Russie et la Chine : Fermeté et Pragmatisme

- **Russie** :
 - **Dialogue stratégique** pour éviter une guerre en Europe, mais **soutien sans faille** aux pays frontaliers (Pologne, pays baltes).
 - **Sanctions ciblées** : Maintien des sanctions sur les oligarques, mais **levée des embargos** qui nuisent à l'économie française (ex. : gaz, engrais).
- **Chine** :
 - **Coopération économique** (nouvelles routes de la soie, technologies vertes), mais **fermeté sur les questions stratégiques** :
 - **Interdiction des investissements chinois** dans les secteurs sensibles (5G, énergie, défense).
 - **Soutien à Taïwan** (ventes d'armes, reconnaissance diplomatique si la Chine attaque).

d. Avec l'Afrique et le Monde Arabe : Un Nouveau Contrat

- **Fin de la Françafrique** :
 - **Retrait des bases militaires** (sauf demande explicite des gouvernements locaux).
 - **Coopération économique équitable** : Investissements dans les infrastructures (énergie, éducation) en échange d'accords migratoires stricts.
- **Alliances stratégiques** :
 - **Partenariats avec l'Algérie, le Maroc et l'Égypte** sur l'énergie, la sécurité et la lutte contre le terrorisme.
 - **Soutien aux diasporas africaines** en France (double nationalité facilitée pour les compétences rares).

La France ne sera plus le gendarme de l'Afrique, mais son partenaire.

3. Un Multilatéralisme Souverain : La France, Puissance Médiatrice

Dans un monde chaotique, la France doit être le phare des nations libres.

a. ONU : Réformer ou Contourner

- **Défense d'un Conseil de Sécurité élargi** (avec l'Inde, le Brésil et un représentant africain), mais **menace de boycott** si la réforme est bloquée.
- **Droit de veto utilisé sans complexe** pour défendre les intérêts français (ex. : crises au Sahel, en Méditerranée).

b. Francophonie et Soft Power

- **Relance de la Francophonie :**
 - **Universités francophones** dans les pays émergents (Afrique, Asie).
 - **Médias francophones** (chaîne d'information continue, plateformes numériques) pour contrer l'influence anglo-saxonne.
- **Diplomatie culturelle :**
 - **Doublement du budget du Quai d'Orsay** pour les instituts français et les échanges universitaires.
 - **Alliances avec les pays hispanophones** (Amérique latine) pour contrer l'hégémonie américaine.

c. Environnement et Océans : Une Diplomatie Verte Offensive

- **Leadership climatique :**
 - **Taxation aux frontières** pour les pays non respectueux de l'accord de Paris.
 - **Alliance avec l'Inde et le Brésil** pour une transition énergétique juste.
- **Souveraineté maritime :**
 - **Extension de la Zone Économique Exclusive française** (2e domaine maritime mondial).
 - **Lutte contre la pêche illégale** avec une marine renforcée.

La France sera la voix des océans et du climat, mais toujours en défense de ses intérêts.

4. Sécurité Intérieure : Une Nation Protégée

La sécurité est la première des libertés.

a. Lutte contre l'Islamisme et les Séparatismes

- **Loi "République Intangible" :**
 - **Interdiction des organisations islamistes** (associations, mosquées) financées par l'étranger.
 - **Expulsion systématique** des étrangers radicalisés.
- **Éducation républicaine :**
 - **Cours obligatoires de laïcité et d'histoire de France** dans les écoles.
 - **Interdiction du voile dans tous les lieux publics** (pas seulement à l'école).

b. Police et Renseignement : Efficacité et Transparence

- **Doublement des effectifs** de la police et de la gendarmerie dans les zones sensibles.
- **Création d'une Agence Nationale de Renseignement (ANR)** : Fusion de la DGSE et de la DGSI pour une **coordination optimale**.
- **Lutte contre la cybercriminalité** : **Unité spéciale** dédiée aux attaques étrangères (Russie, Chine).

La sécurité n'est pas une option, c'est un devoir républicain.

Focus sur la Politique Européenne : Une France Souveraine dans une Europe Réformée

L'Europe doit être un outil au service de la France, pas un carcan. Nous proposerons des réformes, mais si Bruxelles refuse, nous agirons seuls – sans quitter l'UE, mais en reprenant le contrôle de notre destin.

La France n'a pas vocation à quitter l'Europe dont elle constitue l'un des principaux piliers, mais elle ne peut plus accepter une Europe qui **nie sa souveraineté**.

1. Diagnostic et Principes

Constat : L'Union européenne est devenue une **machine bureaucratique**, où les traités priment sur les constitutions nationales, et où la France a perdu sa voix.

Le RGF propose une **Europe des nations**, coopérative mais non fédérale, où la souveraineté française est **restaurée et protégée**.

Inspirations :

- **De Gaulle** : une Europe des patries, pas des technocrates.
- **Modèle confédéral suisse** : coopération sans abandon de souveraineté.
- **Exemples récents** : Hongrie (résistance aux quotas migratoires), Pologne (primauté du droit national).

2. Mesures Clés

A. Primauté de la Constitution Française

- **Clause de souveraineté** :
 - « *Aucun traité européen ne prime sur la Constitution française.* » (inscrit dans la nouvelle Constitution).
 - **Mécanisme de veto citoyen** : tout traité européen peut être soumis à référendum.
- **Contrôle systématique** :
 - La **Cour de cassation** et le **Conseil constitutionnel** vérifient la conformité des directives européennes avec le droit français.

B. Réforme ou Sortie de l'Euro

- **E-franc comme monnaie parallèle** :
 - **Phase 1 (2026-2027)** : l'e-franc est utilisé pour les transactions publiques (impôts, salaires de la fonction publique).
 - **Phase 2 (2028-2030)** : extension aux entreprises et particuliers, avec des **incitations fiscales**.
 - **Phase 3** : si l'euro s'effondre ou si l'UE refuse les réformes, l'e-franc devient la monnaie officielle.
- **Négociation avec la BCE** :
 - **Exigence** : assouplissement des règles budgétaires (dette, déficit) en échange de réformes structurelles en France.
 - **Menace crédible** : préparation à un **Frexit monétaire** (sortie de l'euro) si les négociations échouent.

C. Maîtrise des Frontières et de l'Immigration

- **Sortie de Schengen** :
 - **Si l'UE refuse de renforcer les frontières extérieures**, la France **suspend sa participation à Schengen** et rétablit les contrôles systématiques.
 - **Coopération bilatérale** avec les pays voisins (Allemagne, Espagne) pour éviter les blocages.
- **Quotas migratoires nationaux** :

- Fixés par **référendum citoyen**, avec une priorité aux **compétences et à l'intégration**.
- **Refus des quotas imposés par Bruxelles** (comme en 2015).

D. Politique Agricole et Énergétique

- **Sortie de la PAC (Politique Agricole Commune)** :
 - **Subventions françaises directes** aux agriculteurs, avec des **critères écologiques et sociaux**.
 - **Objectif** : autonomie alimentaire à 90% d'ici 2035.
- **Énergie** :
 - **Relance massive du nucléaire** (14 nouveaux EPR d'ici 2040).
 - **Partenariats énergétiques souverains** (Algérie, Norvège) pour réduire la dépendance à l'UE.

E. Défense et Sécurité

- **Retrait du commandement intégré de l'OTAN** :
 - La France reste dans l'OTAN, mais **reprend le contrôle total de ses forces armées**.
 - **Coopération ciblée** avec les États-Unis sur la technologie (IA, espace), mais **refus des guerres extérieures** (ex. : Ukraine, Taïwan).
- **Armée européenne ? Non. Coopération oui.**
 - **Refus d'une armée européenne intégrée**, mais **renforcement des alliances bilatérales** (Allemagne, Pologne) pour la défense commune.

F. Commerce et Industrie

- **Protectionnisme intelligent** :
 - **Taxes aux frontières** pour les produits ne respectant pas les normes sociales et environnementales françaises.
 - **Préférence nationale** dans les marchés publics, avec des **dérogations pour les PME européennes**.
- **Relocalisations stratégiques** :
 - **Plan « Usine France »** : 50% des biens essentiels (médicaments, électronique, agroalimentaire) produits en France d'ici 2035.

3. Stratégie de Négociation avec l'UE

Notre stratégie : **négocier des réformes radicales**, préparer des **plans de repli ciblés**, et construire une **alliance des nations souveraines**.

1. Nos Exigences Non-Négociables

- **Primauté du droit français relevant du bloc de constitutionnalité** sur les traités européens.
- **Contrôle des frontières** (sortie de Schengen si nécessaire).
- **Monnaie souveraine articulée provisoirement sur l'euro** (e-franc complémentaire, puis principal).
- **Politique agricole et industrielle autonomes**, dans le respect des accords internationaux contractés par la France.

Demande RGF	Argumentaire	Levier de pression
-------------	--------------	--------------------

Primauté du droit français	« <i>La démocratie ne peut être sacrifiée sur l'autel des traités.</i> »	Menace de non-application des directives contestées.
Assouplissement des règles budgétaires	« <i>La France investit pour sa transition, pas pour des déficits stériles.</i> »	Préparation d'un plan B monétaire (e-franc).
Contrôle des frontières	« <i>Schengen a échoué. La France reprendra le contrôle.</i> »	Sortie unilatérale de Schengen si refus.
Réforme de la PAC	« <i>Nos agriculteurs méritent mieux que des subventions bureaucratiques.</i> »	Subventions nationales directes en cas de blocage.

2. Nos alliés et nos opposants probables

Alliés Potentiels

Pays	Points d'Accord	Points de Désaccord	Stratégie de Collaboration
Italie (Meloni)	Migration, souveraineté, réforme de l'euro.	Budget, dette.	Alliance sur Schengen 2.0 et l'e-franc
Pologne (Duda/Morawiecki)	Frontières, défense, PAC.	État de droit, LGBT.	Coopération sur la sécurité et l'agriculture.
Hongrie (Orbán)	Migration, souveraineté nationale.	Démocratie, médias.	Soutien mutuel sur les veto européens.
Autriche (Kurz/Nehammer)	Migration, neutralité	Euro, budget.	Alliance sur Schengen et la défense.
Espagne (PP/Vox)	Agriculture, pêche	Catalogne, Budget, écologie. euro.	Partenariat sur la PAC et les frontières.
Pays-Bas (Wilders)	Euro, immigration.	Budget, écologie.	Soutien sur la réforme monétaire.

Adversaires et Obstacles

Institution/Pays	Position	Stratégie de Contournement
Allemagne (SPD/Verts)	Fédéralisme, euro, écologie.	Négocier des compromis (ex. : euro flexible / euro monnaie commune mais pas unique).
Commission Européenne	Intégration, règles budgétaires.	Menacer de bloquer le budget UE.

BCE (Lagarde)	Stabilité de l'euro, inflation.	Préparer l'e-franc comme alternative.
France (Macronistes – Centristes et Socialistes)	Pro-UE, fédéralisme.	Isoler en montrant leur échec (dette, chômage, pauvreté, impuissance géopolitique).

3. Notre Stratégie en 3 Étapes

Étape	Durée	Actions	Alliés
Négociation	2026-2028	Réformer Schengen, assouplir les règles budgétaires, créer un euro flexible.	Italie, Pologne, Espagne
Préparation	2028-2030	Lancer l'e-franc, préparer une sortie partielle de Schengen et de la PAC.	Hongrie, Autriche
Action	2030+	Créer une alliance des nations souveraines, négocier un Frexit partiel.	Pays de l'Est, Danemark

4. Nos Leviers de Pression

- Menace de suspendre les contributions au budget UE** (20 milliards/an).
- Blocage des décisions européennes** (veto au Conseil, alliance avec la Hongrie).
- Préparation de l'e-franc et des accords bilatéraux** (avec l'Allemagne, l'Italie).

5. Nos Garanties pour les Citoyens

- Pas de sortie brutale de l'UE** : seulement des réformes ou des sorties ciblées (Schengen, PAC).
- Protection des échanges commerciaux** : accords bilatéraux avec les principaux partenaires.
- Transparence totale** : référendums sur chaque étape majeure.

Épilogue : Une France qui Compte dans le Monde

Notre politique étrangère ne sera ni belliciste ni passive. Elle sera souveraine, équilibrée et ambitieuse.

Le RGF propose une **France puissance** :

- Militairement autonome** (nucléaire, cyberdéfense, industrie de l'armement).
- Diplomatiquement indépendante** (ni vassale des États-Unis, ni soumise à l'UE).
- Économiquement stratégique** (e-franc, autonomie énergétique, partenariats ciblés).
- Culturellement influente** (francophonie, soft power, diplomatie climatique).

Nous ne demanderons jamais la permission d'exister. Nous existerons.

PARTIE VIII : LA FRANCE, UNE CULTURE RICHE DE SES OUVERTURES SUR LE MONDE

La France n'est grande que parce qu'elle est universelle. Notre culture n'est pas un musée, mais un dialogue permanent avec le monde.

1. La Francophonie : Un Levier d'Influence et de Solidarité

La langue française est notre premier soft power.

a. Une Langue Vivante et Dynamique

- **Relance de la Francophonie :**
 - **Doublement des budgets alloués** à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), avec une priorité sur l'**éducation** et les **échanges universitaires**.
 - **Création d'un Erasmus francophone** : 50 000 bourses annuelles pour les étudiants des pays du Sud (Afrique, Moyen-Orient, Asie) afin qu'ils viennent étudier en France.
- **Promotion du français comme langue des affaires et de la science :**
 - **Traduction systématique** des publications scientifiques françaises en anglais et en arabe.
 - **Incitations fiscales** pour les entreprises françaises qui utilisent le français comme langue de travail à l'étranger.

b. Une Alliance Culturelle avec l'Afrique et le Monde Arabe

- **Partenariats culturels renforcés :**
 - **Festivals communs** (musique, cinéma, littérature) entre la France et les pays africains/arabes.
 - **Création d'un "Prix Littéraire de la Francophonie"** pour récompenser les auteurs des pays du Sud.
- **Médias francophones :**
 - **Lancement d'une chaîne d'information francophone 24/7** (sur le modèle de France 24, mais avec une ligne éditoriale plus indépendante).
 - **Soutien aux médias locaux** en Afrique et au Moyen-Orient pour contrer les influences étrangères (Chine, Russie, États-Unis).

Le français ne doit pas être une langue imposée, mais une langue partagée.

2. La Culture comme Outil de Diplomatie

La culture est notre arme la plus pacifique et la plus puissante.

a. Une Diplomatie Culturelle Offensive

- **Réseau des Instituts Français :**
 - **Ouverture de 50 nouveaux instituts** en Afrique, en Asie et en Amérique latine d'ici 2030.
 - **Programmes d'échanges culturels** pour les artistes, les musiciens et les cinéastes.
- **Patrimoine et Tourisme :**
 - **Classement de nouveaux sites français** au patrimoine mondial de l'UNESCO (ex. : les paysages industriels du Nord, les canaux du Midi).
 - **Promotion du tourisme culturel** (circuits historiques, gastronomiques, et artistiques).

b. La France, Capitale des Arts et des Idées

- **Soutien aux industries culturelles :**
 - **Fonds souverain pour le cinéma et la musique** : 1 milliard d'euros par an pour financer des productions françaises et francophones.
 - **Quotas renforcés** pour la diffusion de la musique et des films français à la radio et à la télévision.
- **Événements internationaux :**
 - **Organisation d'un "Festival Mondial des Cultures"** à Paris tous les 4 ans, rassemblant des artistes, des intellectuels et des chefs d'État du monde entier.
 - **Création d'un "Prix de la Créativité Mondiale"**, décerné chaque année à un artiste ou un penseur étranger ayant contribué au rayonnement de la culture française.

La France doit redevenir le cœur battant de la création mondiale.

3. L'Ouverture comme Source d'Enrichissement Mutuel

Une culture qui se referme meurt. Une culture qui s'ouvre sans se protéger se dissout.

a. Une Immigration Culturelle Maîtrisée

- **Programme "Talents du Monde" :**
 - **10 000 visas annuels** pour les artistes, les chercheurs et les entrepreneurs étrangers qui souhaitent s'installer en France.
 - **Résidences d'artistes** dans les régions françaises pour favoriser les échanges culturels.
- **Intégration par la culture :**
 - **Cours obligatoires d'histoire de l'art et de la littérature française** pour les nouveaux arrivants.
 - **Ateliers de création collective** (théâtre, musique, arts plastiques) pour favoriser le mélange des cultures.

b. Une France Métisse et Fière de Son Identité

- **Célébration des cultures régionales et immigrées :**
 - **Fête annuelle des Cultures de France** : Un événement national mettant en valeur les traditions régionales (bretonnes, basques, corses) et les apports des communautés immigrées (maghrébine, africaine, asiatique).
 - **Musées des Mémoires** : Création de lieux dédiés à l'histoire des migrations en France, pour raconter comment ces apports ont enrichi la culture nationale.
- **Éducation à la diversité :**
 - **Programmes scolaires** mettant en avant les contributions des cultures étrangères à la France (ex. : l'influence arabe en mathématiques, l'apport africain en musique).
 - **Échanges scolaires** avec les pays du Sud pour sensibiliser les jeunes Français à la richesse des autres cultures.

La France n'est pas un melting-pot, mais un jardin où chaque culture peut s'épanouir sans renier ses racines.

4. Une Politique Étrangère Culturelle

La diplomatie ne se fait pas seulement avec des traités, mais aussi avec des livres, des films et des idées.

a. Alliances Culturelles Stratégiques

- **Avec l'Afrique :**
 - **Partenariats avec les universités africaines** pour créer des filières francophones en science, en art et en philosophie.
 - **Soutien aux cinéastes africains** pour qu'ils puissent tourner leurs films en France.
- **Avec le Monde Arabe :**
 - **Création d'un Institut Franco-Arabe des Cultures** à Paris, pour promouvoir les échanges entre les deux rives de la Méditerranée.
 - **Traduction et diffusion** des grands textes arabes en français (et inversement).
- **Avec l'Asie et l'Amérique Latine :**
 - **Programmes d'échanges** avec les universités chinoises, indiennes et brésiliennes.
 - **Promotion de la culture française** en Asie via des festivals et des expositions itinérantes.

b. La France, Médiatrice des Conflits Culturels

- **Diplomatie des civilisations :**
 - **Organisation de sommets annuels** sur le dialogue des cultures (inspirés du dialogue euro-arabe).
 - **Médiation dans les conflits culturels** (ex. : tensions entre communautés en Afrique, en Europe de l'Est).
- **Lutte contre l'uniformisation culturelle :**
 - **Soutien aux langues régionales** (breton, basque, occitan) et aux langues des pays partenaires (arabe, wolof, bambara).
 - **Promotion d'un "multilatéralisme culturel"** à l'UNESCO pour protéger la diversité des expressions culturelles.

La France doit être le pont entre les civilisations, pas le spectateur de leur affrontement.

Épilogue : Une France Culturellement Souveraine et Ouverte

Notre force, c'est notre capacité à être nous-mêmes tout en accueillant les autres.

Le RGF propose une **France fière de sa culture, mais ouverte sur le monde** :

- **Une francophonie dynamique**, qui ne se contente pas de parler français, mais qui **crée, innove et influence**.
- **Une diplomatie culturelle offensive**, qui fait de la France un acteur clé dans les échanges mondiaux.
- **Une identité métisse et assumée**, où chaque culture trouve sa place sans renier la nôtre.

Nous ne voulons pas d'une France musée, ni d'une France dissoute. Nous voulons une France vivante, créative et généreuse.

PARTIE IX : UN ÉTAT DE DROIT RÉNOVÉ, UNE JUSTICE CITOYENNE ET INDÉPENDANTE

*« La justice est le fondement des sociétés ; et partant, il faut que les lois soient claires, uniformes et précises. » — Montesquieu, *De l'Esprit des lois**

La grandeur d'une nation ne se mesure pas seulement à sa puissance économique ou militaire, mais à la **rigueur de son État de droit et à l'équité de sa justice**.

Aujourd'hui, la France souffre d'un **déficit de confiance** dans ses institutions judiciaires : lenteurs, inégalités d'accès, sentiment d'impunité pour les puissants, et défiance envers une justice perçue comme **déconnectée du peuple**.

Le RGF propose une **révolution juridique** : une justice **rapide, transparente, citoyenne et souveraine**, où chaque Français se sente **protégé et respecté**.

1. UN ÉTAT DE DROIT RENFORCÉ : LA LOI COMME BOUSSOLE, PAS COMME OUTIL DE DOMINATION

a. Une Constitution Réécrite par et pour le Peuple

La Ve République a montré ses limites : **hyperprésidentialisation, affaiblissement du Parlement, et défiance envers les élites**.

La VIe République, proposée par le RGF, sera fondée sur :

- **Un référendum constituant** : Une **Assemblée constituante**, élue par tirage au sort et suffrage universel, rédige une nouvelle Constitution en **18 mois maximum**, avec une **participation citoyenne en ligne** (plateforme sécurisée pour propositions et débats).
- **Des garde-fous contre les dérives** :
 - **Mandat présidentiel unique de 7 ans**, non renouvelable, pour éviter la **professionnalisation du pouvoir**.
 - **Suppression du Sénat**, remplacé par une **Chambre des Territoires** (élue par les maires et les citoyens) pour **rééquilibrer le pouvoir entre Paris et les régions**.
 - **Contrôle citoyen des décrets** : Tout décret présidentiel ou ministériel peut être **suspendu par référendum** si 500 000 citoyens le demandent.

b. La Primaute du Droit sur les Intérêts Particuliers

- **Interdiction des conflits d'intérêts** :
 - **Déclaration publique et vérifiable** des patrimoines et revenus de **tous les élus et hauts fonctionnaires**, avec **sanctions pénales automatiques** en cas de mensonge (jusqu'à 10 ans d'inéligibilité).
 - **Interdiction du pantoufage** : Un ancien ministre ou haut fonctionnaire ne pourra travailler dans le privé dans un secteur qu'il a régulé pendant **10 ans** (contre 2 ans aujourd'hui).
- **Un Parlement souverain** :
 - **Droit d'initiative législative élargi** : Les citoyens (via pétition) et les collectivités locales pourront **proposer des lois**, obligatoirement examinées en séance plénière.
 - **Commissions d'enquête citoyennes** : Tirées au sort, elles pourront **auditionner des ministres** et publier des rapports publics.

c. Une Administration Transparente et Responsable

- **Blockchain des décisions publiques** :

- Toutes les **décisions administratives** (marchés publics, subventions, nominations) seront **enregistrées sur une blockchain publique**, consultable par tous.
- **Alertes automatiques** en cas de dépassement budgétaire ou de conflit d'intérêts.
- **Droit à l'erreur pour les citoyens :**
 - **Annulation des amendes** pour les premières infractions mineures (ex. : retard de déclaration fiscale sans fraude).
 - **Médiateur national renforcé** : Pouvoir de **suspendre une décision administrative** en cas d'abus manifeste.

« *Une loi qui n'est pas connue ou comprise n'est qu'une chaîne pour les ignorants et un outil pour les tyrans.* » — Denis Diderot

2. UNE JUSTICE CITOYENNE, RAPIDE ET ÉQUITABLE

a. Des Tribunaux Accessibles et Efficaces

- **Délais de jugement garantis :**
 - **6 mois maximum** pour les affaires civiles et pénales simples (contre 2 ans aujourd'hui).
 - **1 an maximum** pour les affaires complexes, avec **sanctions pour les magistrats** en cas de retard injustifié.
- **Gratuité des procédures** pour les **litiges du quotidien** (divorce, conflits locatifs, petits délits) via un **fonds public de défense juridique**.
- **Tribunaux de proximité :**
 - **Un tribunal dans chaque arrondissement** pour les affaires simples, avec des **juges itinérants** dans les zones rurales.
 - **Jurys citoyens** pour les petits délits (ex. : tapage nocturne, incivilités), inspirés des *tribunaux de paix* américains.

b. Une Justice Pénale Rééquilibrée

- **Peines planchers pour les crimes violents :**
 - **10 ans minimum** pour meurtre, **5 ans minimum** pour viol, avec **possibilité de réduction** en cas de réinsertion exemplaire.
 - **Travail d'intérêt général systématique** pour les délits mineurs (ex. : nettoyage de rues, aide aux SDF).
- **Justice restaurative :**
 - **Médiation victime-auteur obligatoire** pour les délits non violents (ex. : vols, dégradations).
 - **Réparation symbolique ou matérielle** comme alternative à la prison pour les primo-délinquants.
- **Prisons humaines et utiles :**
 - **Ateliers de formation obligatoire** (métiers du bâtiment, codage, agriculture) pour tous les détenus.
 - **Parloirs familiaux étendus et accès aux soins mentaux** pour réduire la récidive.

c. Une Justice Économique et Sociale

- **Tribunaux spécialisés contre la corruption :**
 - **Jurys populaires élargis** (12 citoyens + 3 magistrats) pour juger les affaires de **corruption, fraude fiscale et trahison nationale**.

- **Peines exemplaires** : Confiscation des biens, interdiction de diriger une entreprise, et **travail d'intérêt général médiatisé** (ex. : nettoyage d'hôpitaux).
- **Droit du travail renforcé :**
 - **Sanctions automatiques** pour les entreprises ne respectant pas le droit du travail (ex. : amendes égales à 10% du CA pour les récidivistes).
 - **Tribunaux prud'homaux accélérés** : Délai de jugement réduit à **3 mois** (contre 1 an aujourd'hui).

« *La justice est la reine des vertus républicaines.* » — Robespierre

3. UNE JUSTICE SOUVERAINE : PROTÉGER LA FRANCE DES INGÉRENCES ÉTRANGÈRES

a. Indépendance de la Justice Face à l'UE et aux Multinationales

- **Primauté du droit français :**
 - **Clause constitutionnelle** : « *Aucune décision de justice étrangère ou supranationale ne peut primer sur les droits fondamentaux garantis par la Constitution française.* »
 - **Droit de veto citoyen** : Si 1 million de Français signent une pétition, un arrêt de la Cour de Justice de l'UE peut être **suspendu** le temps d'un référendum.
- **Lutte contre les lois extraterritoriales :**
 - **Sanctions contre les entreprises** appliquant des lois étrangères (ex. : RGPD européen) de manière **discriminatoire** envers les citoyens français.
 - **Création d'un "Bouclier Juridique Français"** : Équipe de juristes publics pour **défendre les entreprises et citoyens français** contre les poursuites abusives (ex. : sanctions américaines).

b. Une Justice Numérique Souveraine

- **Tribunaux spécialisés en cybercriminalité :**
 - **Juges et experts formés** aux enjeux du numérique (fraude en ligne, cyberharcèlement, deepfakes).
 - **Coopération internationale ciblée** (ex. : avec l'Estonie ou Israël) pour traquer les cybercriminels, **sans soumission aux GAFAM**.
- **Protection des données judiciaires :**
 - **Stockage des dossiers sensibles** (terrorisme, corruption) sur des **serveurs français souverains**, inaccessible aux juridictions étrangères.

c. Une Cour Suprême Réformée

- **Remplacement du Conseil Constitutionnel** par une **Cour Suprême élue** :
 - **9 juges** : 3 nommés par le Président, 3 par le Parlement, 3 tirés au sort parmi les citoyens (avec formation juridique accélérée).
 - **Mandat unique de 9 ans**, non renouvelable, pour éviter les pressions politiques.
- **Pouvoir de contrôle élargi** :
 - La Cour pourra **invalider les lois** non conformes à la Constitution **sur simple saisine citoyenne** (100 000 signatures).

« *La souveraineté ne se divise pas.* » — Charles de Gaulle

4. UNE POLICE AU SERVICE DES CITOYENS, PAS DES POUVOIRS

a. Une Police Républicaine et Respectée

- **Formation renforcée :**
 - **6 mois de formation supplémentaire** sur les **droits de l'homme, la déontologie et la gestion des conflits**.
 - **Stages obligatoires** dans les quartiers sensibles pour **comprendre les réalités sociales**.
- **Caméras piétons et transparence :**
 - **Toutes les interventions policières filmées**, avec **accès public aux images** en cas de plainte pour violences.
 - **Sanctions automatiques** pour les policiers condamnés pour **violences ou discriminations** (jusqu'à l'exclusion définitive).

b. Une Lutte Implacable contre les Violences Policières

- **Commission indépendante des plaintes :**
 - **Enquête systématique** en cas de mort ou blessure grave lors d'une intervention policière, menée par des **magistrats et citoyens tirés au sort**.
 - **Publication annuelle d'un rapport** sur les violences policières, avec **noms des policiers condamnés**.
- **Désarmement progressif :**
 - **Interdiction des LBD et grenades de désencerclement** dans les manifestations pacifiques.
 - **Armes à feu réservées** aux unités spécialisées (ex. : RAID), avec **traçage GPS obligatoire**.

c. Une Police de Proximité Réinventée

- **Brigades de quartier autonomes :**
 - **Policiers affectés à un même quartier pendant 5 ans**, pour créer un **lien de confiance** avec les habitants.
 - **Missions élargies** : Médiation sociale, aide aux personnes âgées, prévention des conflits.
- **Collaboration avec les citoyens :**
 - **Plateforme de signalement citoyen** (anonyme et sécurisée) pour les **petits délit et incivilités**, avec **récompenses symboliques** (ex. : réductions d'impôts locaux).

« *La police est au service du peuple, pas l'inverse.* » — Jean Jaurès

5. UNE JUSTICE ENVIRONNEMENTALE : PROTÉGER LA PLANÈTE COMME UN BIEN COMMUN

a. Tribunaux Spécialisés pour les Crimes Écologiques

- **Délit d'écocide :**
 - **Peines de prison fermes** (jusqu'à 20 ans) et **amendes proportionnelles au chiffre d'affaires** pour les entreprises responsables de **pollutions majeures** (ex. : marées noires, déforestation).
 - **Responsabilité pénale des dirigeants** : Plus de **boucliers juridiques** pour les PDG.
- **Droit de la nature :**
 - **Reconnaissance juridique des écosystèmes** (fleuves, forêts) comme **sujets de droit**, inspirée des constitutions équatorienne et néo-zélandaise.

- **Tribunaux des droits de la nature** : Citoyens et scientifiques pourront **ester en justice au nom d'un écosystème**.

b. Sanctions Exemplaires pour les Pollueurs

- **Confiscation des profits** :

 - Toute entreprise condamnée pour **pollution ou greenwashing** verra ses **bénéfices confisqués** et réinvestis dans la **transition écologique locale**.

- **Interdiction des subventions publiques** pour les entreprises **non conformes aux normes environnementales**.

c. Justice Climatique et Réparations

- **Fonds de réparation climatique** :

 - **Taxation des industries polluantes** pour financer un fonds destiné aux **victimes des catastrophes climatiques** (ex. : inondations, canicules).
 - **Priorité aux populations les plus exposées** (ex. : habitants des zones inondables, agriculteurs touchés par la sécheresse).

« *Nous n'héritons pas de la Terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants.* » — Antoine de Saint-Exupéry

6. UNE JUSTICE POUR LES GÉNÉRATIONS FUTURES : LE DEVOIR DE MÉMOIRE ET DE VÉRITÉ

a. Commission Vérité et Réconciliation

- **Audit des crimes coloniaux et de l'esclavage** :

 - **Ouverture des archives** sur la colonisation, l'esclavage et la collaboration pendant la Seconde Guerre mondiale.
 - **Reconnaissance officielle** des crimes d'État, avec **excuses publiques et réparations symboliques** (ex. : bourses pour les descendants d'esclaves, monuments commémoratifs).

- **Enseignement obligatoire** :

 - **Cours d'histoire critique** sur la colonisation et l'esclavage, **dès le collège**, avec **témoignages de descendants**.

b. Lutte contre les Discriminations Systémiques

- **Testing systématique** :

 - **Contrôles aléatoires** dans les entreprises et administrations pour détecter les **discriminations à l'embauche ou au logement**.
 - **Sanctions immédiates** (amendes, exclusion des marchés publics) en cas de discrimination avérée.

- **Quotas de représentation** :

 - **30% de cadres issus de la diversité** dans les grandes entreprises et administrations d'ici 2035.

c. Mémoire et Justice pour les Victimes du Terrorisme

- **Tribunal spécial pour les crimes terroristes** :

 - **Procès publics et filmés** pour les auteurs d'attentats, avec **droit de parole étendu aux victimes**.

- **Fonds de solidarité** pour les familles des victimes, financé par la **confiscation des biens des terroristes et de leurs soutiens**.

« *Un peuple qui oublie son passé se condamne à le revivre.* » — Winston Churchill

7. FEUILLE DE ROUTE POUR UNE JUSTICE RÉNOVÉE

Mesure	Acteurs Responsables	Calendrier	Budget
Réforme constitutionnelle (VIe République)	Assemblée constituante, citoyens	2026-2028	50 M€ (référendum)
Tribunaux de proximité	Ministère de la Justice, collectivités locales	2027-2030	200 M€/an
Blockchain des décisions publiques	DINUM, Cour des comptes	2026-2029	100 M€
Peines planchers pour crimes violents	Parlement, magistrats	2027	—
Commission indépendante des plaintes policières	Intérieur, société civile	2026	20 M€/a20 M€/ann
Délit d'écocide	Parlement, ONG environnementales	2028	—
Fonds de réparation climatique	Ministère de l'Écologie, entreprises polluantes	2029	1 Md€/an (financé par les amendes)
Commission Vérité et Réconciliation	Historiens, associations	2027-2030	50 M€

8. RÉPONSES AUX CRITIQUES

Objection	Réponse RGF
« <i>Une justice citoyenne, c'est de l'amateurisme !</i> »	« <i>En Suisse, les jurys citoyens fonctionnent depuis 1848. Nous formerons les citoyens et encadrerons les procédures pour éviter les dérives.</i> »
« <i>Les peines planchers, c'est du populisme pénal !</i> »	« <i>Non, c'est de la fermeté. Comme en Norvège, où les peines sont strictes mais la récidive est faible grâce à la réinsertion.</i> »
« <i>La primauté du droit français, c'est un Frexit déguisé !</i> »	« <i>Non, c'est une souveraineté assumée. Comme le Danemark, qui applique le droit européen... sauf quand il contredit sa Constitution.</i> »

« <i>La police de proximité, ça coûte cher !</i> »	« <i>Moins cher que les émeutes et l'insécurité. Et ça rapporte en confiance et en prévention.</i> »
« <i>Les tribunaux environnementaux, c'est utopique !</i> »	« <i>L'Équateur et la Nouvelle-Zélande l'ont fait. Pourquoi pas la France, pays des droits de l'homme ?</i> »

ÉPILOGUE : UNE JUSTICE QUI RENOUVEAU LE CONTRAT SOCIAL

La justice n'est pas une **machine administrative**. C'est le **ciment de la République**.

Le RGF propose une justice :

- **Citoyenne** (jurys populaires, transparence).
- **Rapide** (délais garantis, tribunaux de proximité).
- **Équitable** (peines planchers pour les crimes, réinsertion pour les délit).
- **Souveraine** (primauté du droit français, protection contre les ingérences).
- **Écologique** (délit d'écocide, droits de la nature).

« *La justice est la première des libertés. Sans elle, les autres ne sont que des illusions.* » — Simone Veil

Notre engagement :

- **2026** : Lancement des **tribunaux de proximité** et de la **blockchain judiciaire**.
- **2027** : Réforme de la **Cour Suprême** et création des **jurys citoyens**.
- **2028** : **Délit d'écocide** et **Commission Vérité et Réconciliation**.
- **2030** : **Justice environnementale** et **police de proximité généralisée**.

La France mérite une justice à sa hauteur : exigeante, humaine et souveraine.

« *La justice est la vérité en action.* » — Benjamin Disraeli

PARTIE X : L'ÉDUCATION DANS LE SIÈCLE TECHNOLOGIQUE

– RÉSISTER À LA DÉSHUMANISATION

L'école ne doit pas former des robots, mais des citoyens libres, critiques et créatifs. Face à l'invasion du numérique et de l'intelligence artificielle, la France doit réinventer son système éducatif pour préserver ce qui fait son humanité : la pensée, l'imagination et l'éthique.

1. Le Défi : Éduquer à l'Ère des Machines

Nous entrons dans un siècle où les algorithmes pourront surpasser les humains dans de nombreux domaines.

Notre mission : faire en sorte que nos enfants ne soient pas écrasés par la technologie, mais qu'ils la maîtrisent et la dépassent.

a. Les Risques de la Déshumanisation

- **L'aliénation par les écrans :**
 - Les études montrent que les jeunes passent en moyenne **6 à 8 heures par jour** devant des écrans, ce qui réduit leur capacité d'attention, leur créativité et leur empathie.
 - **L'addiction aux réseaux sociaux** est conçue pour capter l'attention et manipuler les émotions (algorithmes de recommandation, *dark patterns*).
- **La standardisation de la pensée :**
 - Les outils d'IA (comme les chatbots ou les correcteurs automatiques) risquent de **formater les esprits** en proposant des réponses toutes faites, au détriment de la réflexion personnelle.
 - **L'école doit résister** à la tentation de remplacer les enseignants par des machines.
- **La perte du lien humain :**
 - L'enseignement à distance et les outils numériques, s'ils sont utiles, ne doivent pas remplacer **l'interaction humaine**, essentielle pour développer l'intelligence émotionnelle et sociale.

b. Les Opportunités d'une Éducation Augmentée

- **Le numérique comme outil d'émancipation :**
 - Les technologies peuvent **démocratiser l'accès au savoir** (MOOC, plateformes éducatives ouvertes).
 - Elles permettent une **pédagogie personnalisée** (adaptation aux rythmes et aux besoins de chaque élève).
- **L'IA comme assistant pédagogique :**
 - Les outils d'IA peuvent **libérer les enseignants des tâches administratives** (correction de copies, gestion des emplois du temps) pour qu'ils se concentrent sur la transmission et l'accompagnement.
 - Ils peuvent aussi **stimuler la créativité** (ex. : génération de scénarios pour des exercices, simulation de débats historiques).

La technologie doit servir l'éducation, et non l'inverse.

2. Une École Humaine dans un Monde Numérique

L'école du XXIe siècle doit allier le meilleur de la tradition humaniste et les outils de la modernité.

a. Un Équilibre entre Numérique et Humanité

- **Limites strictes à l'usage des écrans :**

- **Interdiction des smartphones** dans les écoles primaires et les collèges.
- **Temps d'écran limité** (2 heures max par jour pour les devoirs en ligne).
- **Éducation aux médias** : Apprendre aux élèves à **décrypter les algorithmes**, repérer les *fake news* et protéger leur vie privée.
- **Primauté du lien humain :**
 - **Classe comme lieu de débat et de création** : Moins de cours magistraux, plus de **travaux de groupe, de projets interdisciplinaires et de débats philosophiques**.
 - **Enseignants formés à l'IA et au numérique**, mais aussi à la **pédagogie humaniste** (écoute, empathie, stimulation de la curiosité).

b. Un Enseignement qui Développe l'Esprit Critique

- **Philosophie et éthique dès le primaire :**
 - Cours de **philosophie pour enfants** (dès 8 ans) pour apprendre à **poser des questions**, douter et argumenter.
 - **Débats éthiques** sur les enjeux technologiques (ex. : « Faut-il interdire les robots tueurs ? », « Les réseaux sociaux rendent-ils heureux ? »).
- **Histoire des sciences et des techniques :**
 - Comprendre **comment la technologie façonne la société** (ex. : l'impact des réseaux sociaux sur la démocratie, les biais des algorithmes).
 - **Analyse critique des innovations** : Pas seulement « comment ça marche ? », mais « à quoi ça sert ? » et « quels sont les risques ? ».

Apprendre à penser, c'est apprendre à résister.

3. Former des Citoyens Créatifs et Résilients

Dans un monde où les machines excellent dans l'exécution, les humains doivent cultiver ce qui les rend uniques : la créativité, l'adaptabilité et l'éthique.

a. Développer la Créativité et l'Imagination

- **Arts et sciences ensemble :**
 - **Ateliers de création artistique** (théâtre, musique, arts plastiques) **obligatoires** jusqu'au lycée.
 - **Projets scientifiques créatifs** : Ex. : Concevoir une ville durable, imaginer une technologie pour aider les personnes âgées.
- **Apprentissage par le jeu et l'expérimentation :**
 - **Fab Labs** dans toutes les écoles pour apprendre à **bricoler, coder et inventer**.
 - **Jeux de rôle historiques et scientifiques** pour développer l'empathie et la pensée systémique.

b. Cultiver la Résilience et l'Adaptabilité

- **Éducation à l'échec et à la persévérance :**
 - **Projets longs et complexes** où les élèves apprennent à **rebondir après un échec**.
 - **Stages de survie et de coopération** (ex. : randonnées en montagne, projets solidaires) pour développer la **confiance en soi et l'entraide**.
- **Préparation aux métiers de demain :**

- **Formations aux compétences transversales** : résolution de problèmes, travail d'équipe, gestion du stress.
- **Apprentissage des métiers manuels et techniques** (menuiserie, mécanique, électronique) pour **rééquilibrer la valorisation du travail intellectuel et manuel**.

La technologie change, mais l'humain reste.

4. Une École Ancrée dans le Territoire et Ouverte sur le Monde

L'éducation doit être à la fois un rempart contre l'uniformisation et une fenêtre sur le monde.

a. Une Pédagogie Enracinée dans les Territoires

- **Écoles liées à leur environnement :**
 - **Projets locaux** : Étudier l'histoire et la géographie de sa région, travailler avec les artisans et les agriculteurs locaux.
 - **Langues régionales** : Enseignement optionnel du breton, de l'occitan, du basque, etc.
- **Nature et écologie :**
 - **Jardin potager et compost** dans chaque école.
 - **Sorties régulières en forêt, à la ferme ou en mer** pour reconnecter les enfants à la nature.

b. Une Ouverture Maîtrisée sur le Monde

- **Échanges internationaux équilibrés :**
 - **Programmes d'échanges** avec les pays francophones (Afrique, Canada, Liban) et les grandes cultures (Chine, Inde, Brésil).
 - **Apprentissage des langues étrangères** (anglais, arabe, mandarin) **sans renoncer au français**.
- **Éducation aux cultures du monde :**
 - **Cours de civilisations comparées** : Étudier les grandes traditions (bouddhisme, islam, confucianisme) pour comprendre leur influence sur les sociétés modernes.
 - **Rencontres avec des artistes, des scientifiques et des philosophes étrangers** (en présentiel ou en visioconférence).

Connaître le monde pour mieux se connaître soi-même.

5. Un Système Éducatif Démocratique et Participatif

L'école n'appartient pas aux technocrates, mais aux citoyens.

a. Une Gouvernance Ouverte et Transparente

- **Conseils démocratiques dans les écoles :**
 - **Assemblées d'élèves, de parents et d'enseignants** pour décider des projets pédagogiques et de la vie de l'école.
 - **Budget participatif** : Une partie des fonds de l'école est gérée collectivement.
- **Évaluation par les pairs :**
 - Les enseignants sont évalués **non seulement par leur hiérarchie, mais aussi par les élèves et les parents**.

b. Une Formation des Enseignants Repensée

- **Recrutement et formation :**

- **Revalorisation des salaires** pour attirer les meilleurs talents.
- **Formation continue** sur les enjeux du numérique, mais aussi sur la **pédagogie humaniste** et la **gestion des conflits**.
- **Autonomie pédagogique** :
 - Les enseignants ont **plus de liberté** pour adapter leurs méthodes aux besoins de leurs élèves.
 - **Encouragement à l'innovation** (ex. : classes inversées, pédagogie Montessori).

Une école démocratique forme des citoyens démocrates.

Épilogue : Une École pour le Siècle des Humains

Face à la montée des machines, notre devoir est de former des êtres humains complets : des esprits critiques, des coeurs ouverts et des mains habiles.

Le RGF propose une **révolution éducative** :

- **Moins d'écrans, plus d'humanité.**
- **Moins de standardisation, plus de créativité.**
- **Moins de compétition individuelle, plus de coopération.**

*L'école de demain ne sera pas un lieu où l'on apprend à obéir aux machines,
mais un lieu où l'on apprend à les dépasser.*

ÉPILOGUE : NOTRE CONTRAT AVEC LA NATION

La grandeur n'est pas un souvenir. C'est un combat.

Ce manifeste n'est pas un catalogue de promesses. C'est un **appel à la mobilisation**.

Nous ne proposons pas un programme, mais un **destin**.

Notre méthode ?

- **Une nouvelle Constitution** par référendum.
- **Des institutions transparentes** (blockchain, RIC).
- **Une économie patriote** (préférence nationale, franc souverain).
- **Une technologie libératrice** (e-franc, souveraineté numérique).
- **Une immigration choisie** (asile généreux, intégration exigeante).

Notre symbole ? Marianne — la liberté enracinée dans l'histoire.

Notre horizon ? Une France réconciliée avec elle-même.

1. Les forces du projet RGF

a. Une synthèse audacieuse

- **Libertarianisme économique** (flat tax, dérégulation) + **nationalisme souverainiste** (e-franc, préférence nationale) : Une tentative rare de réconcilier deux courants souvent opposés, en les adaptant au contexte français.
- **Démocratie directe** (RIC, blockchain républicaine) + **autorité présidentielle forte** : Un équilibre entre participation citoyenne et efficacité décisionnelle, inspiré par des modèles comme la Suisse ou l'Islande.
- **Tradition et modernité** : Réhabilitation des rites républicains (serment, fêtes nationales) tout en intégrant des outils numériques (e-franc, plateforme "Voix de la Nation").

b. Des mesures concrètes et disruptives

• Économie :

- L'**e-franc** (monnaie numérique souveraine) est une idée originale pour contourner les contraintes de l'euro sans rupture brutale. L'indexation sur un panier de devises stables (dollar, yen, or) limite les risques d'inflation, tout en préparant une sortie de secours en cas de crise européenne.
- La **flat tax à 15%** pour tous (particuliers et entreprises) simplifie le système fiscal et supprime les niches, tout en maintenant un filet social (revenu citoyen de 500€/mois).
- Le **Pacte National pour la Soutenabilité des Finances Publiques** (audit citoyen, règle d'or, monétisation partielle de la dette) est une réponse crédible à la crise de la dette, inspirée par des exemples comme l'Islande post-2008.

• Institutions :

- La **VIe République** (mandat présidentiel unique de 7 ans, suppression du Sénat, RIC contraignant) rompt avec les blocages de la Ve République, tout en évitant les écueils d'une assemblée ingouvernable.
- La **Chambre des Territoires** (remplaçant le Sénat) pourrait redonner du poids aux collectivités locales, souvent ignorées par le centralisme parisien.

• Éducation et technologie :

- L'accent sur l'**éducation critique** (philosophie dès le primaire, débats éthiques sur le numérique) et la **maîtrise des outils technologiques** (code, cybersécurité) prépare les citoyens à un monde dominé par l'IA et les algorithmes.
- La **Charte Éthique du Numérique Républicain** (interdiction du scoring social, droit à la déconnexion, blockchain pour la transparence) est une réponse forte aux dérives des GAFAM et des États autoritaires.
- **Immigration et identité :**
 - Une politique **à la fois ferme et généreuse** : quotas fixés par référendum, asile inconditionnel pour les persécutés, intégration exigeante (langue, valeurs, service civique).
 - La **Fête des Cultures** et le **Livre des Origines** (retraçant l'histoire familiale de chaque Français) sont des symboles forts pour concilier identité nationale et ouverture.
- **Politique étrangère :**
 - Une **France puissance**, mais pas agressive : autonomie militaire (3% du PIB pour la défense, nucléaire), diplomatie équilibrée (ni vassale des États-Unis, ni soumise à l'UE), partenariats ciblés avec l'Afrique et le monde arabe.
 - La **sortie de Schengen** en cas de blocage européen est un levier de négociation crédible, inspiré par l'exemple hongrois.

2. Les contradictions et défis

a. Les tensions internes

- **Libertarianisme vs. souveraineté :**
 - Comment concilier un État minimal (privatisations, suppression des normes) avec un État fort (contrôle des frontières, politique industrielle) ? Risque de contradictions dans l'application (ex. : privatiser EDF tout en garantissant l'accès à l'énergie pour tous).
 - La **préférence nationale** dans les marchés publics peut entrer en conflit avec les règles européennes et les accords de libre-échange.
- **Démocratie directe vs. efficacité :**
 - Le **RIC contraignant** sur tous les sujets (lois, traités, fiscalité) peut mener à des blocages ou à des décisions émotionnelles (ex. : rejet d'un traité européen vital pour l'économie).
 - Comment éviter que les référendums ne deviennent des outils de démagogie ou de manipulation (comme en Californie, où les lobbies financent des campagnes de désinformation) ?
- **Tradition vs. modernité :**
 - Le **culte des ancêtres** et les **fêtes nationales sacralisées** peuvent être perçus comme un retour à un nationalisme étouffant, surtout par les jeunes générations et les minorités.
 - L'**interdiction du voile dans l'espace public** risque d'alimenter les tensions communautaires et d'être censurée par les cours européennes.

b. Les obstacles externes

- **L'Europe :**
 - La **création de l'e-franc** et la menace de sortie de l'euro pourraient déclencher une crise avec la BCE et les marchés financiers (fuite des capitaux, spéculation).

- La **renégociation des traités européens** (primauté de la Constitution française, veto sur Schengen) sera difficile sans alliés solides. La France risque l'isolement, comme le Royaume-Uni post-Brexit.
- **Les marchés financiers :**
 - La **flat tax à 15%** et la **taxation des superprofits** pourraient provoquer des délocalisations d'entreprises et une fuite des capitaux, surtout si d'autres pays européens ne suivent pas.
 - La **monétisation partielle de la dette** par la Banque de France (20% par an) est proche de la "planche à billets", ce qui pourrait inquiéter les investisseurs et alimenter l'inflation.
- **L'opinion publique :**
 - Les Français sont **attachés à leur modèle social** (santé, retraites, éducation). La suppression des aides sociales "inefficaces" et la privatisation partielle des services publics (hôpitaux, SNCF) risquent de provoquer une forte opposition.
 - Le **service national obligatoire** (6 mois) pourrait être perçu comme une mesure autoritaire, surtout par les jeunes et les classes moyennes.
 - Les loges maçonniques s'opposeront à ce projet.

L'annexe B développe les pistes proposées pour traiter ces contradictions et défis

L'annexe C propose des réponses franches aux questions qui fâchent, et qui anticipent les réactions des loges maçonniques, du CRIF, de la LICRA et du CRAN.

La France vous regarde. Que lui répondrez-vous ?

POSTFACE
FONDEMENTS PHILOSOPHIQUES ET HISTORIQUES
DU MANIFESTE DU RGF

Aux sources d'une refondation : entre Lumières, tradition et modernité critique

Introduction : Un manifeste enraciné dans l'histoire intellectuelle française

Ce manifeste du **Restaurer la Grandeur de la France (RGF)** ne surgit pas *ex nihilo*.

Il s'inscrit dans une **généalogie philosophique et politique** qui mêle les héritages de la **République sociale**, du **gaullisme**, de la **laïcité combative**, et d'une **critique radicale de la modernité libérale**.

Son originalité réside dans la tentative de **réconcilier des courants souvent opposés** : le libéralisme politique (Popper), le républicanisme social (Tocqueville), le traditionalisme (Guénon), et une forme de **socialisme patriote** (inspiré de Proudhon ou de la Résistance).

Nous proposons ici une **cartographie des influences** qui ont nourri ce projet, ainsi que les **tensions créatrices** qui le traversent.

1. La Justice comme Équilibre : Rawls et Tocqueville

a. John Rawls : L'Équité comme Fondement

Le volet social du manifeste (revenu citoyen, service national, éducation) s'inspire de la **théorie de la justice comme équité** (Rawls, *Théorie de la justice*, 1971).

L'idée d'un **socle universel** (revenu de base) répond au principe rawlsien de **maximin** : améliorer le sort des plus défavorisés sans sacrifier les libertés fondamentales.

- **Mais avec une rupture** : Rawls envisage une redistribution *a posteriori*, tandis que le RGF insiste sur la **responsabilité individuelle** (service national, mérite). Cette tension reflète l'influence de Tocqueville (voir ci-dessous).

b. Alexis de Tocqueville : La Démocratie comme Vertu Civique

La critique de l'**individualisme démobilisateur** (*De la démocratie en Amérique*, 1835) est centrale dans le manifeste.

Tocqueville craignait que la démocratie ne dégénère en **tyrannie de la majorité** ou en **apathie civique**.

D'où :

- L'accent sur les **jurys citoyens** et les **milices communales** (pour recréer du lien).
- Le **service national** comme école de la citoyenneté.
- La méfiance envers les **élites technocratiques** (médias, experts), perçues comme des menaces pour la souveraineté populaire.

Tension créatrice : Tocqueville défendait une démocratie **libérale et décentralisée**, tandis que le RGF propose un **État fort** (sur l'immigration, la technologie).

Cette apparente contradiction se résout par l'idée que **la liberté ne survit que dans un cadre national maîtrisé**.

2. La Liberté contre les Totalitarismes : Karl Popper et la Société Ouverte

a. Popper : Le Rejet des "Ingénieries Sociales"

La défense d'une **démocratie directe** (RIC, transparence algorithmique) et la méfiance envers les **grands récits** (wokisme, technocratie européenne) s'inspirent de *La Société ouverte et ses ennemis* (1945).

Popper y dénonce les systèmes qui prétendent détenir une vérité absolue (marxisme, fascisme, mais aussi **l'Union européenne bureaucratique**).

- **Applications dans le manifeste :**

- **Interdiction du scoring social** (inspirée de la critique poppérienne des utopies technocratiques).
- **Droit à la déconnexion** comme rempart contre le **contrôle algorithmique**.
- **Référendums fréquents** pour éviter l'**arrogance des élites**.

b. Une Liberté "Enracinée"

Contrairement à Popper, qui voit dans les traditions un frein au progrès, le RGF **réhabilite certaines formes de traditionalisme** (Guénon, voir ci-dessous).

Cette synthèse inédite repose sur l'idée que : « *La liberté n'a de sens que dans un cadre culturel partagé* ». Ainsi, la **laïcité intégrale** ou le **culte des ancêtres** sont des garde-fous contre le relativisme.

3. La Tradition comme Boussole : René Guénon et le Retour au Sacré

a. Guénon : La Critique de la Modernité

Le manifeste emprunte à *La Crise du monde moderne* (1927) l'idée que l'Occident est en **décadence spirituelle**, rongé par le matérialisme et l'individualisme. D'où :

- **La réhabilitation des rites républicains** (serments, fêtes nationales).
- **La méfiance envers le progrès technique non maîtrisé** (charte éthique du numérique).
- L'accent sur la **transmission** (Livre des Origines, éducation classique).

b. Une Tradition "Républicanisée"

Guénon était un **anti-démocrate** et un partisan de la monarchie. Le RGF **détourne** sa pensée :

- La tradition n'est pas un retour au passé, mais un **cadre pour l'innovation** (ex. : e-franc comme monnaie souveraine *et* moderne).
- Le **culte des héros** (Jeanne d'Arc, De Gaulle) est **démocratisé** : ce ne sont pas des figures imposées, mais des **repères choisis collectivement**.

Paradoxe assumé : Le manifeste utilise Guénon pour **légitimer une modernité alternative**, où la technologie (blockchain, IA) sert des fins **traditionnelles** (souveraineté, mémoire).

4. L'Immigration : Entre Universalisme Républicain et Réalisme Géopolitique

a. L'Héritage de Jules Ferry et de la IIIe République

La politique migratoire du RGF s'inspire de l'**universalisme républicain** (accueil des persécutés, intégration par l'école), mais avec une **exigence nouvelle** :

- **L'asile comme devoir** (référence à la tradition d'accueil des Huguenots, des Arméniens).
- **L'intégration comme contrat** (inspiré des **lois de 1889 sur la nationalité**, qui liaient citoyenneté et assimilation).

b. Un Réalisme Inspiré de Raymond Aron

Contrairement à l'idéalisme des droits-de-l'hommistes, le RGF adopte une approche **géopolitique** (Aron, *Paix et Guerre entre les nations*, 1962) :

- **L'immigration est un levier de puissance** si elle est maîtrisée (ex. : visas pour les talents).
- **Les frontières sont une condition de souveraineté** (critique de Schengen).
- **La coopération avec l'Afrique** doit être **mutuellement bénéfique** (pas seulement humanitaire).

5. La Technologie : Un Outil de Libération, pas d'Asservissement

a. Ivan Illich : La Convivialité contre la Domination Technique

La **Charte Éthique du Numérique** doit beaucoup à *La Convivialité* (1973), où Illich dénonce les outils qui aliènent plutôt que libèrent. D'où :

- **Le droit à la déconnexion.**
- **La primauté de l'humain sur l'algorithme** (interdiction du scoring social).
- **Les technologies "low-tech"** (e-franc, blockchain républicaine) comme alternatives aux géants du numérique.

b. Bernard Stiegler : Repenser le Progrès

Le manifeste reprend l'idée stiglérienne (*Dans la disruption*, 2016) que la technologie doit **réenchanter le politique** :

- La **plateforme "Voix de la Nation"** est une application de sa théorie de la **démocratie contributive**.
- L'accent sur l'**éducation au code** reflète sa conviction que le citoyen doit **reprendre le contrôle des outils**.

Innovation RGF : Contrairement à Stiegler, qui prône une **régulation européenne**, le manifeste insiste sur la **souveraineté nationale** (réseau français, e-franc).

6. L'Économie : Un Capitalisme "Héroïque" entre Proudhon et Schumpeter

a. Proudhon : La Justice Sociale par l'Autonomie

L'idée d'un **capitalisme décentralisé** (PME, coopératives) et la **préférence nationale** rappellent *Qu'est-ce que la propriété ?* (1840) :

- « **La propriété, c'est le vol** » → d'où la **flat tax à 15%** pour limiter les rentes.
- **Autogestion locale** (milices communales, jurys citoyens).

b. Schumpeter : L'Innovation comme Moteur

Le **Plan Athéna** (IA, robotique) s'inspire de *Capitalisme, socialisme et démocratie* (1942) :

- L'innovation doit être **au service de la puissance nationale**, pas des actionnaires.
- « **Destruction créatrice** » : suppression des normes inutiles, mais **réinvestissement obligatoire en France**.

L'e-franc.

À l'ère du bitcoin et des crypto-monnaies, la France ne peut rester prisonnière d'un euro qui ne lui ressemble plus. Nous créerons l'**e-franc**, une monnaie numérique souveraine, adossée à un panier de devises stables (dollar, yen, or, crypto-actifs régulés). Géré par la Banque de France et audité par les citoyens, l'e-franc nous protégera des crises monétaires tout en préparant l'avenir. Ce ne sera pas un retour en arrière, mais un bond en avant : celui d'une nation qui maîtrise enfin son destin économique.

Pacte National pour la Soutenabilité des Finances Publiques

La dette publique n'est pas une malédiction, mais le symptôme d'un État mal géré. Notre **Pacte National pour la Soutenabilité des Finances Publiques** combinera transparence radicale (audit citoyen), discipline budgétaire (règle d'or) et relance ciblée (investissements productifs). En 10 ans, nous ramènerons la dette sous les 80 % du PIB, sans sacrifier nos écoles ni nos hôpitaux. Parce qu'une nation endettée est une nation diminuée

Ni capitalisme sauvage, ni socialisme étouffant : une économie au service de la grandeur collective. »

7. La Constitution : Entre Gaullisme et République Sociale

a. De Gaulle : La Légitimité par le Peuple

Le référendum constitutionnel et le **mandat présidentiel unique** reprennent l'esprit de 1958 :

- Un **État fort**, mais légitimé par le peuple.
- « **La France a besoin d'une tête** » → d'où le président élu pour 7 ans (sans réélection possible).

b. La République Sociale (1946) : Les Droits comme Socle

Le **revenu citoyen** et les **services publics renforcés** s'inscrivent dans la lignée du programme du CNR : « **À chacun selon ses besoins** » → mais avec une **contrepartie** (service national).

Innovation : Le RGF fusionne **l'autorité gaullienne** et **la justice sociale**, en évitant les écueils du **jacobinisme** (centralisation) et du **libéralisme** (abandon des plus faibles).

*
* *

Conclusion : Une Synthèse Inédite

Ce manifeste est une **tentative de dépassement** des clivages traditionnels :

Courant	Apport	Limite dépassée par le RGF
Libéralisme	Libertés individuelles, innovation	Individualisme → responsabilités collectives
Républicanisme	Vertu civique, laïcité	Jacobinisme → démocratie directe
Traditionalisme	Enracinement, mémoire	Passéisme → tradition comme levier d'avenir
Socialisme	Justice sociale	Étatisme → autogestion locale

Notre pari : *Une France qui assume son passé pour inventer son futur.*

Ce manifeste est une œuvre vivante, appelée à évoluer avec les débats et les crises.

Il a le mérite de proposer une vision, là où beaucoup se contentent de critique

ANNEXE A

CHARTE ÉTHIQUE DU NUMÉRIQUE RÉPUBLICAIN

Dix principes pour une technologie au service de l'Homme et de la Nation

Préambule

La technologie n'est ni bonne ni mauvaise : elle est ce que nous en faisons.

En signant cette charte, le peuple français et ses représentants s'engagent à faire du numérique un levier de liberté, non un instrument de domination.

*Ces dix commandements sont notre **ligne rouge** : ils définissent ce que nous acceptons — et ce que nous ne tolérerons jamais*

I. TU METTRAS LA TECHNOLOGIE AU SERVICE DE L'HUMAIN

L'homme ne doit jamais devenir l'esclave de la machine.

- Toute innovation doit **améliorer la condition humaine**, pas la dégrader.
- **Interdiction absolue** des technologies conçues pour **manipuler les émotions** (ex. : *dark patterns*, algorithmes de dépendance).

II. TU GARANTIRAS LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE DE LA FRANCE

Nos données sont un trésor national.

- **Hébergement obligatoire** des données sensibles (santé, défense, administration) sur le territoire français, sous contrôle citoyen.
- **Interdiction des cloud étrangers** pour les institutions publiques.

III. TU PROTÉGERAS LA VIE PRIVÉE COMME UN DROIT SACRÉ

Ce qui est intime doit rester intime.

- **Droit à l'anonymat** pour les transactions quotidiennes (e-franc, paiements).
- **Droit à l'oubli numérique** : effacement automatique des données personnelles après 10 ans (sauf consentement explicite).

IV. TU INTERDIRAS LE SCORING SOCIAL ET LA DISCRIMINATION ALGORITHMIQUE

Aucun citoyen ne sera noté, classé ou jugé par une machine.

- **Interdiction des systèmes de notation individuelle** (crédit social, assurance algorithmique).
- **Transparence totale** des critères utilisés par les algorithmes publics (justice, police, administration).

V. TU FERAS DE L'INTERNET UN BIEN COMMUN

Le réseau est une place publique, pas un supermarché.

- **Neutralité du net** garantie par la Constitution.
- **Fin des monopoles privés** : nationalisation partielle des infrastructures critiques (réseaux, data centers).

VI. TU DONNERAS À CHACUN LES CLÉS DE SA LIBERTÉ NUMÉRIQUE

Savoir coder, c'est savoir résister.

- **Éducation obligatoire** au code, à la cybersécurité et aux alternatives libres (logiciels open-source) dès l'école primaire.
- **Ateliers citoyens** pour auditer les algorithmes locaux (budgets, transports, police).

VII. TU LIMITERAS LE POUVOIR DES PLATEFORMES ÉTRANGÈRES

« *La France ne sera pas une colonie numérique.* »

- **Taxation à 50%** des bénéfices des GAFAM réalisés sur le territoire français.
- **Obligation de réinvestissement** : 30% des profits doivent financer des projets technologiques français.

VIII. TU INTERDIRAS L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE MILITAIRE AUTONOME

« *Une machine ne décidera jamais de la vie ou de la mort.* »

- **Moratoire sur les armes autonomes** (drones, robots tueurs).
- **Contrôle humain obligatoire** sur toute décision létale.

IX. TU UTILISERAS LA TECHNOLOGIE POUR RENFORCER LA DÉMOCRATIE

« *Le numérique doit rapprocher les citoyens du pouvoir.* »

- **Plateforme nationale de démocratie participative** (co-écriture des lois, budgets participatifs).
- **Blockchain républicaine** pour sécuriser les votes et les données publiques.

X. TU PRÉSERVERAS LA MÉMOIRE ET LA CULTURE NUMÉRIQUES

Le patrimoine français doit rester accessible à tous, sans condition.

- **Numérisation et libre accès** à tous les textes, films et musiques du domaine public.
- **Création d'une Bibliothèque Nationale Décentralisée**, résistante à la censure et aux pannes.

Épilogue : Un Serment Solennel

Nous, citoyens de France, nous engageons à défendre ces principes comme on défend une frontière.

Cette charte n'est pas un vœu pieux.

Elle sera inscrite dans la Constitution et appliquée par des lois contraignantes.

Les contrevenants (États, entreprises, individus) seront poursuivis pour trahison numérique. »

Signataires :

(À compléter par les représentants du RGF, des associations citoyennes, et des experts en éthique technologique.)

ANNEXE B

Gérer les tensions internes et les défis externes

Le projet **RGF** porte des **tensions internes** et des **défis externes** majeurs, qui en font un pari ambitieux, mais pas impossible.

Voici une évaluation réaliste de ses contradictions, des risques, et des pistes pour les atténuer, en distinguant ce qui est **faisable, risqué mais gérable, et utopique sans adaptation**.

I. Analyse des Tensions Internes et Solutions Possibles

1. Libertarianisme vs. Souveraineté : Un Équilibre Délicat

Contradiction :

- D'un côté, le RGF prône un **État minimal** (flat tax, privatisations, suppression des normes).
- De l'autre, il exige un **État fort** (contrôle des frontières, politique industrielle, e-franc).

Risques concrets :

- **Privatiser EDF tout en garantissant l'accès à l'énergie pour tous :**
 - **Solution : Scinder EDF :**
 - **Actifs stratégiques** (nucléaire, réseaux) restent publics, gérés par une **agence indépendante** (comme la Banque de France pour l'e-franc).
 - **Activités concurrentielles** (énergies renouvelables, services clients) ouvertes à la privatisation, avec des **obligations de service public** (tarifs sociaux, couverture territoriale).
 - **Exemple :** L'Allemagne a privatisé sa poste (Deutsche Post), mais a maintenu un service universel.
- **Préférence nationale vs. règles européennes :**
 - **Solution : Utiliser les clauses de sauvetage existantes** dans les traités européens (ex. : article 346 du TFUE pour la défense, article 106 pour les services publics).
 - **Stratégie : Négocier des dérogations** avec Bruxelles en échange de réformes (ex. : flexibilité sur la dette contre des engagements écologiques).

2. Démocratie Directe vs. Efficacité : Éviter les Blocages

Contradiction :

- Le **RIC contraignant** peut mener à des décisions **émotionnelles ou contradictoires** (ex. : rejet d'un traité européen vital).
- Risque de **manipulation par les lobbies** (comme en Californie, où les référendums sont détournés par des campagnes de désinformation).

Solutions :

- **Limiter le champ du RIC :**
 - **Exclude les traités internationaux** (trop complexes pour un vote binaire).
 - **Seuils élevés** : 10% des électeurs pour proposer un RIC, 50% de participation pour valider.
 - **Jurys citoyens tirés au sort** pour préparer les questions (comme en Irlande pour l'avortement).
- **Éduquer les citoyens :**

- **Plateforme publique d'information** (comme le "Vote Advice" néerlandais) pour expliquer les enjeux.
- **Débats télévisés obligatoires** avant chaque RIC.

Exemple : En Suisse, le référendum est encadré par des **contrepouvoirs** (Conseil fédéral, médias publics) qui limitent les dérives.

3. Tradition vs. Modernité : Éviter le Rejet des Jeunes et des Minorités

Contradiction :

- **Le culte des ancêtres** ou **l'interdiction du voile dans l'espace public** peuvent être perçus comme **réactionnaires**.
- Risque de **censure par la CEDH** (Cour européenne des droits de l'homme) et de **tensions communautaires**.

Solutions :

- **Symboles inclusifs :**
 - **Fête des Cultures** (au lieu de fêtes nationales "sacralisées") : célébrer les apports de l'immigration (maghrébine, africaine, asiatique) à la culture française.
- **Approche pragmatique sur le voile :**
 - **Interdiction limitée aux lieux symboliques** (écoles, administrations), comme en **Algérie ou Tunisie**.
 - **Dialogue avec les communautés religieuses modérées** pour éviter les radicalisations.

Exemple : Le Québec a interdit les signes religieux pour les fonctionnaires en position d'autorité, sans crise majeure.

II. Analyse des Obstacles Externes et Stratégies d'Atténuation

1. L'Europe : Éviter l'Isolement

Risques :

- **Crise avec la BCE** si la France lance l'e-franc ou menace de quitter l'euro.
- **Isolement** si la France bloque les traités (ex. : Schengen, PAC).

Stratégies :

- **Phaser l'e-franc :**
 - **Phase 1 (2026-2027)** : monnaie complémentaire pour les transactions publiques (impôts, salaires des fonctionnaires).
 - **Phase 2 (2028+)** : extension aux entreprises, avec des **incitations fiscales**.
 - **Phase 3** : monnaie principale **uniquement en cas de crise de l'euro** (ex. : effondrement, sanctions).
- **Trouver des alliés :**
 - **Italie** (Meloni) et **Pologne** (Duda) pour une **Europe des nations** (contre le fédéralisme).
 - **Hongrie** (Orbán) sur les questions migratoires et souveraines.
 - **Allemagne** (si un gouvernement conservateur revient) pour une **réforme de la zone euro**.

Exemple : La Pologne a résisté aux quotas migratoires de l'UE sans quitter le marché unique.

2. Les Marchés Financiers : Limiter la Fuite des Capitaux

Risques :

- **Fuite des capitaux** avec la flat tax à 15% et la taxation des superprofits.
- **Spéculation contre l'e-franc** si les marchés doutent de sa stabilité.

Solutions :

- **Assurer les investisseurs :**
 - **Garantir la stabilité de l'e-franc** via son indexation sur un panier de devises (dollar, yen, or).
 - **Exonérations fiscales ciblées** pour les entreprises qui réinvestissent en France.
- **Lutter contre l'évasion fiscale :**
 - **Liste noire des paradis fiscaux** : sanctions pour les entreprises qui y délocalisent.
 - **Contrôle des mouvements de capitaux** (comme en Islande post-2008).

Exemple : Le Danemark taxe les superprofits sans fuite massive, grâce à un **environnement stable et prévisible**.

3. Inflation et Monétisation de la Dette

Risque :

- **La monétisation partielle de la dette** (20% par an) pourrait alimenter l'inflation.

Solution :

- **Encadrer strictement :**
 - **Plafond légal** : la Banque de France ne peut racheter que 20% de la dette **par an**, et uniquement pour des **investissements productifs** (infrastructures, transition énergétique).
 - **Transparence totale** : publication mensuelle des achats de dette.

Exemple : Le Japon monétise une partie de sa dette depuis des années, **sans hyperinflation**, grâce à des garde-fous stricts.

III. Synthèse : Ce Qui Est Réaliste, Risqué mais Gérable, et Utopique

Aspect du RGF	Réaliste	Risqué mais gérable	Utopique (sans adaptation)
E-franc	Oui (monnaie complémentaire)	Oui (si monnaie principale)	Non (sauf si sortie brutale de l'euro)
Flat tax à 15%	Oui (si compensée par suppression des niches)	Oui (risque de fuite des capitaux)	Non (sauf sans lutte contre l'évasion fiscale)
RIC contraignant	Oui (si encadré)	Oui (risque de manipulation)	Non (sauf si appliqué à tous les sujets)
Service Citoyen Obligatoire	Oui (modèle suisse/finlandais)	Oui (coût budgétaire)	Non (sauf sans consensus social)
Préférence nationale	Oui (marchés publics)	Oui (conflit avec l'UE)	Non (sauf si appliquée aux privés)

Sortie de Schengen	Non (isolement)	Oui (si négociation échoue)	—
Monétisation de la dette	Oui (si plafonnée)	Oui (risque inflationniste)	Non (sauf si non contrôlée)

IV. Scénario Réaliste de Mise en Œuvre

Étape 1 : 2026-2027 – Légitimation et Expérimentations Locales

- **Lancer des pilotes :**
 - **Revenu Citoyen** dans 3-5 villes (ex. : Saint-Étienne, Perpignan).
 - **E-franc local** pour les transactions municipales (ex. : paiement des cantines, transports).
 - **RIC municipal** sur des sujets concrets (budget participatif, projets urbains).
- **Construire des alliances :**
 - Avec des **maires** (villages, petites villes) et des **syndicats** (pour le Service Citoyen).
 - Avec des **pays européens critiques** (Italie, Pologne) sur la réforme de l'UE.

Étape 2 : 2028-2030 – Percée Nationale

- **Gagner 50-100 sièges aux législatives** avec des candidats "outsiders" (anciens gilets jaunes, entrepreneurs).
- **Négocier des réformes clés :**
 - **Audit de la dette** avec la Cour des comptes.
 - **Lancement de l'e-franc** en phase 1 (transactions publiques).
 - **Référendum sur la primauté du droit français** (pour préparer une VIe République).

Étape 3 : 2030+ – Refondation

- **Victoire présidentielle ou coalition avec LR/une partie de la gauche.**
- **Réforme constitutionnelle** (VIe République, RIC encadré, e-franc).
- **Négociation avec l'UE :**
 - **Primauté du droit français** → menace crédible de veto ou de sortie partielle.
 - **Réforme de la zone euro** → alliance avec l'Italie et l'Allemagne.

V. Conclusion : Un Projet Ambitieux mais Pas Impossible

Le RGF est **réaliste à 60-70%** si :

1. **Les mesures sont phasées** (e-franc complémentaire avant principale, RIC encadré).
2. **Les alliances sont construites** (maires, syndicats, pays européens critiques).
3. **Les risques sont anticipés** (fuite des capitaux → contrôle des mouvements, inflation → plafonnement de la monétisation).

Points de vigilance :

- **Éviter l'isolement européen** : négocier avec l'Italie et la Pologne pour une réforme de l'UE.
- **Préparer les citoyens** : éducation aux enjeux du RIC et de l'e-franc pour éviter les décisions émotionnelles.

- **Garantir la stabilité économique** : rassurer les marchés avec des **garde-fous clairs** (indexation de l'e-franc, lutte contre la fraude fiscale).

ANNEXE C

FAQ – RESTAURER LA GRANDEUR DE LA FRANCE (RGF)

Des réponses franches aux questions qui fâchent.

1. ÉCONOMIE & SOUVERAINETÉ

- **Objection :** « Une flat tax à 15 % pour tous, c'est un cadeau aux riches ! »

Réponse RGF : « Faux. Aujourd'hui, les plus riches profitent de **niches fiscales** (100 milliards d'euros par an) et d'optimisation. Avec la flat tax à 15 %, **tout le monde paie**, sans échappatoire. Couplée à la suppression de l'ISF inefficace et à une taxe sur les superprofits, cette réforme simplifie le système ET le rend plus juste. Les classes moyennes y gagnent, les fraudeurs ne pourront plus se cacher. »

Exemple : « Un smicard paiera moins d'impôts, un milliardaire ne pourra plus échapper à l'impôt via des montages. C'est ça, l'équité. »

- **Objection :** « L'e-franc, c'est du populisme monétaire ! On va droit à l'hyperinflation ! »

Réponse RGF : « L'e-franc n'est pas une monnaie "magique", mais une **assurance contre les crises**. Indexé sur un panier de devises stables (dollar, yen, or), il est **moins risqué** qu'un retour brutal au franc papier. La Banque de France ajustera sa composition pour éviter l'inflation. Regardez la Suisse : leur franc est une valeur refuge depuis des décennies. »

Preuve : « En 2008, l'Islande a créé une monnaie parallèle pour éviter la faillite. Résultat : elle s'en est sortie mieux que la Grèce. »

Précision : « Ce n'est pas une sortie de l'euro, mais une **solution de repli** si l'Europe s'effondre. Prudent, non ? »

- **Objection :** « Supprimer les aides sociales, c'est abandonner les plus pauvres ! »

Réponse RGF : « Nous ne supprimons pas les aides, nous les **remplaçons par un revenu citoyen de 500 €/mois** pour tous, financé par la lutte contre la fraude et les niches inutiles. Aujourd'hui, **40 % des aides ne parviennent pas aux plus pauvres** à cause de la complexité du système. Notre modèle est inspiré du **revenu universel testé en Finlande** : moins de bureaucratie, plus de dignité. »

Chiffre clé : « 30 % des bénéficiaires du RSA ne le touchent pas faute de démarches. Avec le revenu citoyen, tout le monde est couvert. »

- **Objection :** « Privatiser EDF et la SNCF, c'est brader notre patrimoine ! »

Réponse RGF : « Nous ne privatisons pas, nous **libérons**. EDF et la SNCF sont aujourd'hui **endettées et mal gérées** par l'État. Nous proposons de les scinder : les activités stratégiques (nucléaire, réseaux ferrés) restent publiques, le reste est ouvert à la concurrence **avec des chèques-citoyens** pour garantir l'accès à tous. »

Comparaison : « L'Allemagne a privatisé sa poste... qui reste un service public efficace. La France peut faire mieux ! »

2. IMMIGRATION & IDENTITÉ

- **Objection :** « Vos quotas d'immigration, c'est du RN déguisé ! »

Réponse RGF : « Le RN veut **fermer les frontières**, nous voulons **les maîtriser**. Notre système s'inspire du Canada : des quotas **fixés par référendum**, une intégration exigeante (langue, valeurs), et un asile généreux pour les vrais réfugiés. La différence ? Nous ne diabolisons pas l'étranger, nous choisissons qui nous accueillons. »

Exemple : « Le Canada accueille 1 % de sa population en immigrants chaque année... et ça marche. Pourquoi pas nous ? »

- **Objection** : « *Interdire le voile dans l'espace public, c'est une atteinte aux libertés !* »

Réponse RGF : « *La liberté des uns s'arrête où commence celle des autres. Le voile n'est pas un simple vêtement : c'est un **marqueur politique** qui divise la société. En Algérie, en Tunisie, il est interdit dans les administrations. En France, la laïcité doit s'appliquer **partout**, pas seulement à l'école.* »

Argument historique : « *En 1905, la loi de séparation des Églises et de l'État a libéré la France des influences religieuses. Nous prolongons cette tradition.* »

3. ÉDUCATION & TECHNOLOGIE

- **Objection** : « *Interdire les smartphones à l'école, c'est ringard !* »

Réponse RGF : « *Les études le prouvent : les écrans réduisent la concentration et augmentent l'anxiété. En Finlande, les élèves n'ont pas de smartphone avant 15 ans... et ils sont parmi les meilleurs au monde. Nous voulons des écoles **humaines**, pas des usines à zombies.* »

Alternative : « *Les élèves auront accès à des tablettes en classe, mais contrôlées et limitées. Le numérique est un outil, pas une drogue.* »

- **Objection** : « *Votre école est élitiste avec vos cours de philosophie dès le primaire !* »

Réponse RGF : « *Au contraire ! La philosophie apprend à penser par soi-même. Dans les quartiers populaires, c'est un outil de libération. Regardez l'expérience des "Ateliers Philo" en Seine-Saint-Denis : les enfants adorent ça, et ça booste leur confiance.* »

Citation : « *Comme disait Rousseau : "On ne forme pas des esprits pour les remplir, mais pour les ouvrir."* »

- **Objection** : « *L'IA va remplacer les profs !* »

Réponse RGF : « *L'IA peut corriger des copies ou personnaliser des exercices, mais elle ne remplacera jamais un professeur. Notre projet prévoit plus d'enseignants, mieux formés et mieux payés, avec l'IA comme assistant, pas comme maître.* »

Exemple : « *Au Japon, des robots aident les profs... mais personne ne veut supprimer les humains !* »

4. POLITIQUE ÉTRANGÈRE & DÉFENSE

- **Objection** : « *Quitter Schengen, c'est isoler la France !* »

Réponse RGF : « *Schengen, c'est l'Europe des frontières ouvertes... sauf pour les Français. Aujourd'hui, un terroriste peut traverser l'Europe sans contrôle, mais un agriculteur français ne peut pas vendre ses pommes en Pologne sans normes absurdes. Nous voulons une Europe coopérative, pas une Europe soumise.* »

Plan B : « *Si l'UE refuse de réformer Schengen, nous suspendrons notre participation, comme la Hongrie l'a fait en 2015.* »

- **Objection** : « *Augmenter le budget de la défense à 3 %, c'est du militarisme !* »

Réponse RGF : « *La défense, c'est comme une assurance : on espère ne jamais en avoir besoin, mais il vaut mieux l'avoir. Avec les tensions en Ukraine, en Méditerranée et en Asie, la France doit être autonome. Aujourd'hui, nous dépendons des États-Unis pour nos avions et nos drones. C'est ça, le vrai danger.* »

Chiffre : « *La Pologne dépense 4 % de son PIB pour sa défense. Nous, on propose 3 %... c'est un minimum !* »

- **Objection** : « *Votre politique africaine, c'est du néocolonialisme !* »

Réponse RGF : « Nous proposons *l'inverse* : finir avec la Françafrigue ! Plus de bases militaires imposées, mais des partenariats économiques équitables (énergie, éducation) et une coopération migratoire strictement réciproque. »

Exemple : « Le Sénégal et le Rwanda ont rompu avec le franc CFA. Nous, nous proposons de les aider à créer une monnaie africaine... sans ingérence. »

5. DÉMOCRATIE & INSTITUTIONS

- **Objection :** « Le RIC, c'est de la démagogie ! Les citoyens ne sont pas compétents. »

Réponse RGF : « Les Suisses utilisent le référendum depuis 1848. Résultat : ils ont *l'un des systèmes les plus stables au monde*. En France, les gilets jaunes ont montré que le peuple veut être écouté. Le RIC, c'est *la démocratie directe*, pas la dictature de l'élite. »

Garantie : « Les décisions seront préparées par des *jurys citoyens tirés au sort*, avec l'aide d'experts indépendants. Pas de décision à la légère ! »

- **Objection :** « Un président élu pour 7 ans sans réélection, c'est une dictature ! »

Réponse RGF : « Un mandat unique, c'est *moins de temps perdu en campagne* et plus de temps pour agir. Aux États-Unis, un président ne peut faire que deux mandats. Chez nous, ce sera *un seul mandat de 7 ans*, avec un bilan clair : réussite ou échec. »

Historique : « De Gaulle avait imaginé ça en 1958. Ça a marché pour lui... et pour la France ! »

- **Objection :** « Supprimer le Sénat, c'est centraliser le pouvoir ! »

Réponse RGF : « Le Sénat est une *chambre de notables* qui bloque les réformes. Nous le remplacerons par une *Chambre des Territoires*, élue par les maires et les citoyens. Plus de représentation locale, moins de cumuls des mandats. »

Exemple : « En 2018, le Sénat a rejeté la taxe sur les superprofits... alors que 80 % des Français la soutenaient. Qui représente-t-il ? »

6. CULTURE & SOCIÉTÉ

- **Objection :** « Votre "fête des cultures" est du communautarisme déguisé ! »

Réponse RGF : « Non, c'est *l'inverse du communautarisme*. Nous célébrons ce qui nous unit : la langue française, les valeurs républicaines, et les apports des autres cultures. Comme le disait Aimé Césaire : "Une civilisation qui s'ouvre est une civilisation qui respire." »

Précision : « Pas de quotas ethniques, pas de droits différenciés. Juste une fête *républicaine* où chacun apporte sa pierre à l'édifice français. »

- **Objection :** « Vous voulez imposer une identité française figée ! »

Réponse RGF : « L'identité française n'est pas figée, elle est *vivante*. Elle s'est nourrie des Huguenots, des Italiens, des Arméniens... et elle continuera à évoluer. Mais pour s'intégrer, il faut *partager une histoire commune*. Sinon, on devient une simple juxtaposition de communautés. »

Métaphore : « La France est comme un arbre : ses racines sont profondes, mais ses branches s'étendent vers le monde. »

7. ENVIRONNEMENT & ÉCOLOGIE

- **Objection** : « *Votre plan nucléaire est dangereux et cher !* »

Réponse RGF : « *Le nucléaire est la seule énergie décarbonée fiable. L'Allemagne a fermé ses centrales... et rouvert des centrales à charbon. Nous, nous misons sur 14 nouveaux EPR d'ici 2040 ET sur les énergies renouvelables. Sans dogmatisme.* »

Chiffre : « *Le nucléaire fournit 70 % de notre électricité... et 0 % de CO₂. Les éoliennes, c'est bien, mais ça ne suffira pas.* »

- **Objection** : « *Vous ne parlez pas assez d'écologie !* »

Réponse RGF : *« Si. Mais nous refusons l'**écologie punitive**. Notre plan :

- **Relocaliser** l'industrie pour réduire les transports.
- **Taxer les produits importés** qui ne respectent pas nos normes environnementales.
- **Développer l'agroécologie** via le plan "Ferme France". L'écologie, c'est **protéger la planète ET les emplois.** »*

8. SYNTHÈSE : "POURQUOI LE RGF ET PAS LES AUTRES ?"

Parti	Leur proposition	Notre différence
RN	Fermeture des frontières	Nous : Maîtrise des flux + intégration exigeante. Pas de rejet, mais du choix.
LR	Austérité budgétaire	Nous : Audit de la dette + investissements ciblés. Pas de sacrifice inutile.
LFI	Sortie de l'OTAN et de l'UE	Nous : Négociation ferme , mais pas de rupture brutale. Prudent et réaliste.
Renaissance	Plus d'Europe, moins de France	Nous : Une Europe des nations , pas des technocrates.
PS/Écolos	Écologie punitive	Nous : Transition juste (nucléaire + relocalisation).

9. DERNIÈRE QUESTION : "ET SI ÇA MARCHE PAS ?"

Réponse RGF : « Aucune réforme ne réussit du premier coup. Mais regardez les pays qui ont osé :

- **L'Islande** a audité sa dette en 2010 → **relance économique**.
- **La Suisse** utilise le RIC depuis 1848 → **stabilité politique**.
- **Le Canada** gère son immigration par quotas → **intégration réussie**. Nous proposons des **solutions testées**, pas des utopies. Et si une mesure ne fonctionne pas, le RIC permettra de la corriger. **La démocratie, c'est ça.** »

Réponses à d'autres questions prévisibles

Objection	Réponse RGF
« <i>C'est un projet d'extrême droite !</i> »	<i>Le RGF n'est ni de gauche ni de droite. Nous refusons les étiquettes d'un système qui a échoué. Notre priorité : la France, pas les idéologies. Regardez nos propositions sur l'éducation ou l'écologie – ce n'est pas l'extrême droite !</i>
« <i>L'e-franc, c'est du populisme monétaire !</i> »	<i>Non, c'est une assurance contre les crises. La Suisse a son franc, la Chine son yuan numérique... Pourquoi la France n'aurait-elle pas sa monnaie souveraine, adossée à un panier stable ?</i>
<i>Le service national, c'est du militarisme !</i>	<i>C'est un service civique élargi : 3 mois de formation (secourisme, défense, écologie) et 3 mois de mission au choix (hôpital, école, environnement). Une école de la citoyenneté, pas une caserne</i>
<i>La sortie de l'euro, c'est du suicide économique !</i>	<i>Nous ne parlons pas de sortie brutale, mais de préparation. L'e-franc est une monnaie complémentaire, une assurance si l'euro s'effondre. Prudent, non ?</i>
<i>Le RGF, c'est du Trumpisme !</i>	<i>Trump a réduit les impôts des milliardaires. Nous, on les augmente. Trump a attisé les divisions. Nous, on propose un pacte national. Comparaison n'est pas raison.</i>
<i>Vous allez faire comme le Brexit, un désastre !</i>	<i>Le Brexit a échoué parce qu'il n'y avait aucun plan. Nous, on a un projet précis : e-franc, pacte dette, RIC. La différence, c'est la préparation.</i>
<i>C'est utopique, ça ne marchera jamais !</i>	<i>Tout grand projet a commencé par une utopie. Regardez le RNL en 1984 ou la Ve République en 1958. La question n'est pas si c'est possible, mais comment le rendre possible</i>
<i>C'est irréaliste !</i>	<i>Tout était irréaliste avant d'être réalisé. Le suffrage universel, la Sécu, l'abolition de l'esclavage... Aujourd'hui, c'est à nous d'écrire l'histoire</i>

*

* *

Comment pourraient se situer les loges maçonniques à l'égard d'un tel projet ?

Les loges maçonniques en France, et plus largement en Europe, ont une histoire complexe et des positions variées selon les obédiences (Grand Orient de France, Grande Loge de France, Grande Loge Nationale Française, etc.).

Leur rapport à un projet comme le **RGF (Restaurer la Grandeur de la France)** dépendrait de plusieurs facteurs : **leurs valeurs fondamentales, leur positionnement politique et philosophique, et les mesures concrètes du projet.**

Voici une analyse des **réactions possibles**, des **points de convergence** et des **tensions potentielles** entre les loges maçonniques et le RGF.

I. Les Valeurs Maçonniques et le RGF : Points de Convergence et Divergence

1. Valeurs Maçonniques Clés

Les loges maçonniques, en particulier en France, se fondent sur des principes qui peuvent **recouper ou s'opposer** au projet RGF :

- **Laïcité** : Séparation stricte du religieux et du politique, défense de la liberté de conscience.
- **Humanisme** : Primauté de l'humain, des droits de l'homme, et de la raison.
- **Progressisme** : Croyance en l'amélioration continue de la société par la raison, la science et l'éducation.
- **Universalisme** : Ouverture aux autres cultures, rejet des nationalismes étroits.
- **Démocratie** : Attachement aux institutions républicaines et à la participation citoyenne.
- **Esprit critique** : Méfiance envers les dogmes, les extrêmes, et les projets autoritaires.

2. Points de Convergence Potentiels

A. Démocratie Directe et Participation Citoyenne

- **RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne) :**
 - Les loges maçonniques, historiquement attachées à la **démocratie** et à la **participation populaire**, pourraient voir d'un bon œil un outil comme le RIC, **si encadré** (comme en Suisse).
Le Grand Orient de France (GODF) a souvent défendu des réformes démocratiques (ex. : proportionnelle, transparence).
 - **Risque** : Certaines loges pourraient craindre une **dérive populiste** si le RIC n'est pas suffisamment encadré (ex. : manipulation par les extrêmes).

B. Laïcité Intégrale

- **Interdiction des signes religieux ostentatoires :**
 - Les loges, **ferventes défenseuses de la laïcité**, pourraient soutenir cette mesure, **si elle est appliquée de manière neutre et non discriminatoire**.
Le GODF a historiquement soutenu les lois sur la laïcité (1905, 2004).
 - **Risque** : Certaines loges pourraient critiquer une application **trop large** (ex. : interdiction dans la rue), perçue comme **liberticide**.

C. Justice Sociale et Éducation

- **Revenu Citoyen Universel (RCU) :**
 - Les valeurs **humanistes** et **solidaires** des loges pourraient les amener à soutenir un revenu universel, **si il est couplé à des devoirs** (ex. : Service Citoyen Obligatoire).

Certaines loges soutiennent des projets de **revenu de base** en Europe.

- **Éducation critique :**

- L'accent mis sur la **philosophie dès le primaire** et l'**esprit critique** pourrait séduire les loges, attachées à l'**émancipation par le savoir**.
- **Risque** : Si l'éducation devient un outil de **propagande nationaliste**, les loges pourraient s'y opposer fermement.

D. Transparence et Lutte contre la Corruption

- **Blockchain républicaine :**

- Les loges, qui prônent la **transparence** et l'**éthique publique**, pourraient soutenir l'usage de la blockchain pour **traquer la corruption**.

Des loges ont soutenu des initiatives comme **Anticor** ou **Transparency International**.

3. Points de Divergence Potentiels

A. Nationalisme et Souveraineté

- **E-franc et Frexit déguisé :**

- Les loges, **europeennes et universalistes**, pourraient voir d'un **mauvais œil** toute mesure perçue comme **nationaliste** ou **anti-européenne** (ex. : sortie de l'euro, protectionnisme).
- **Risque** : Un projet comme l'e-franc pourrait être interprété comme un **retour au protectionnisme des années 1930**, que les loges rejettent.

- **Préférence nationale :**

- Les loges, attachées à l'**universalisme**, pourraient critiquer toute mesure perçue comme **xénophobe** ou **fermée**.

B. Tradition et Modernité

- **Culte des ancêtres et mémoire collective :**

- Certaines loges pourraient voir dans le **Livre des Origines** ou les **fêtes nationales réinventées** un **retour à un nationalisme étouffant**.
- **Risque** : Si ces mesures sont perçues comme **excluantes** (ex. : célébration d'une identité française "pure"), les loges s'y opposeraient.

- **Symboles traditionnels :**

- L'utilisation de symboles comme la **Croix de Lorraine** ou une **Marianne "métisse"** pourrait diviser les loges :
 - Certaines y verront une **ouverture moderne**.
 - D'autres pourraient craindre un **détournement identitaire**.

C. Libertarianisme Économique

- **Flat tax et privatisations :**

- Les loges, souvent **progressistes sur le plan social**, pourraient critiquer une **flat tax à 15%** perçue comme un **cadeau aux riches**.
- **Risque** : Si le projet est perçu comme **ultra-libéral**, les loges pourraient le rejeter en bloc.

- **Dérégulation :**

- Les loges, attachées à un **État protecteur**, pourraient s'opposer à une **réduction drastique des normes** (ex. : environnement, travail).

II. Réactions Possibles des Différentes Obédiences

Obéience	Position Probable	Points d'Accord	Points de Désaccord
Grand Orient de France (GODF)	Critique modérée	RIC, laïcité, éducation critique	E-franc, flat tax, nationalisme
Grande Loge de France (GLDF)	Ouverture prudente	Transparence, justice sociale	Frexit, préférence nationale
Grande Loge Nationale Française (GLNF)	Soutien partiel	Laïcité, ordre républicain	Droit Humain (Fédération française)
Droit Humain (Fédération française)	Opposition probable	Justice sociale, universalisme	Nationalisme, tradition
Loges libérales (ex. : GO)	Rejet probable	Démocratie, laïcité	Souveraineté, conservatisme

III. Stratégies pour Rapprocher les Loges du RGF

1. Mettre en Avant les Points Communs

- **Insister sur la démocratie directe :**
 - Présenter le RIC comme un outil **d'émancipation citoyenne**, encadré par des garde-fous (comme en Suisse).

Le RIC, c'est la démocratie athénienne revisitée pour le XXIe siècle.
- **Souligner la laïcité :**
 - Montrer que l'interdiction des signes religieux est une **protection de la neutralité de l'État**, pas une attaque contre les croyances.

Comme en 1905, nous séparons la religion de la sphère publique pour protéger toutes les croyances.
- **Valoriser la justice sociale :**
 - Mettre en avant le **Revenu Citoyen Universel** et le **Service Civique** comme des outils de **solidarité active**.

Comme les loges le défendent depuis deux siècles, nous voulons une société où chacun a sa place.

2. Désamorcer les Critiques

- **Sur le nationalisme :**
 - **Clarifier que le RGF n'est pas anti-européen :**

Nous voulons une Europe des nations, pas une Europe fédérale. Comme De Gaulle, nous croyons en une coopération souveraine. »
 - **Montrer que l'e-franc est un outil de souveraineté, pas de repli :**

L'e-franc, c'est comme le franc suisse : une assurance, pas une fermeture.
- **Sur le libertarianisme économique :**

- **Expliquer que la flat tax s'accompagne d'un revenu universel :**
Nous simplifions l'impôt pour tous, et nous redistribuons mieux. Personne n'est abandonné.
- **Insister sur la lutte contre les niches fiscales :**
Les riches paieront leur juste part, sans échappatoire.

3. Impliquer les Loges dans le Débat

- **Organiser des débats publics :**
 - Proposer des **rencontres entre le RGF et les loges** pour discuter des mesures (ex. : RIC, laïcité, éducation).
Venez débattre avec nous : comment concilier tradition et modernité
- **Créer un "Cercle RGF-Loges" :**
 - Un groupe de travail avec des francs-maçons pour **co-construire des propositions** (ex. : éthique publique, transparence).
- **S'appuyer sur des francs-maçons "progressistes" :**
 - Certains membres du GODF ou du Droit Humain pourraient être **sensibles au RIC ou à la justice sociale**.

IV. Scénarios de Réaction selon les Mesures

Mesure RGF	Réaction des Loges	Stratégie de Réponse
RIC contraignant	Soutien modéré (si encadré)	Insister sur les garde-fous (commission citoyenne, débat public).
Laïcité intégrale	Soutien fort (sauf GLNF)	Rappeler l'héritage de 1905 et la neutralité de l'État.
E-franc	Opposition ou scepticisme	Présenter comme une assurance, pas une sortie de l'euro.
Flat tax à 15%	Opposition probable	Montrer qu'elle s'accompagne d'un revenu universel et d'une lutte contre la fraude.
Service Civique Obligatoire	Soutien modéré	Souligner son côté formateur et solidaire.
Livre des Origines	Divisé (certaines loges y verront du communautarisme)	Insister sur son aspect inclusif et mémoriel.

V. Conclusion : Un Dialogue Possible, mais Difficile

Les loges maçonniques **ne rejettentraient pas en bloc** le RGF, mais leur soutien dépendrait :

1. **De l'équilibre entre tradition et modernité :**
 - Si le projet est perçu comme **trop traditionaliste** (ex. : culte des ancêtres exclusif), les loges s'y opposeraient.

- Si le projet **modernise les rites républicains** (ex. : Marianne métisse, fêtes inclusives), certaines loges pourraient le soutenir.
2. **De la crédibilité des garde-fous démocratiques :**
 - Un **RIC bien encadré et une justice citoyenne transparente** pourraient séduire.
 - Une **flat tax sans contrepartie sociale** serait rejetée.
 3. **De la communication du RGF :**
 - Si le projet est présenté comme **anti-européen ou liberticide**, les loges le combattront.
 - Si le projet insiste sur **la démocratie, la laïcité et la justice sociale**, un dialogue est possible.

*
* . *

Comment pourraient se situer le CRIF, la LICRA et le CRAN par rapport à ce projet ?

Les réactions du **CRIF** (Conseil Représentatif des Institutions Juives de France), de la **LICRA** (Ligue Internationale

Contre le Racisme et l'Antisémitisme) et du **CRAN** (Conseil Représentatif des Associations Noires) à un projet comme le RGF dépendraient largement de **la manière dont les mesures sont formulées et mises en œuvre**, ainsi que de **l'équilibre entre souveraineté, laïcité et droits fondamentaux**.

Voici une analyse détaillée de leurs réactions probables, des **points de tension** et des **stratégies pour désamorcer les critiques**.

I. Réactions Probables du CRIF

1. Points de Vigilance pour le CRIF

Le CRIF est particulièrement attentif à :

- **La lutte contre l'antisémitisme** et toute forme de discrimination.
- **La laïcité**, qu'il défend comme un rempart contre le communautarisme et les extrémismes.
- **L'équilibre entre souveraineté nationale et droits fondamentaux** (ex. : liberté de culte, protection des minorités).
- **Les symboles et discours politiques** qui pourraient raviver des stéréotypes ou des divisions.

2. Mesures du RGF Susceptibles de Préoccupation

Mesure RGF	Risque perçu par le CRIF	Explication
Interdiction des signes religieux ostentatoires dans l'espace public	Risque de stigmatisation des juifs orthodoxes (kipa, franges)	Le CRIF pourrait craindre une assimilation des signes juifs (comme la kipa) aux "signes ostentatoires" visés par la loi, même si l'objectif est surtout l'islam politique.
Livre des Origines	Risque d'instrumentalisation identitaire	Si le livre met l'accent sur une identité française "historique" , le CRIF pourrait y voir une exclusion des juifs

		(perçus comme "étrangers" malgré leur ancrage séculaire).
E-franc et souveraineté monétaire	Risque de repli nationaliste	Le CRIF est traditionnellement pro-européen et pourrait voir dans l'e-franc un symbole de repli dangereux pour les minorités
Préférence nationale dans les marchés publics	Risque de discrimination économique	Si mal appliquée, cette mesure pourrait marginaliser les entreprises dirigées par des minorités .
Service Citoyen Obligatoire	Risque de dérive militariste	Le CRIF est méfiant envers tout ce qui rappelle un service militaire obligatoire , surtout si le discours autour est trop nationaliste. (position qu'il ne reproche pas par ailleurs à l'Etat d'Israël dont il est traditionnellement porte-parole en France)

3. Réactions Possibles du CRIF

Scénario	Réaction du CRIF	Exemple Historique
Mesures perçues comme équilibrées (laïcité stricte + garanties pour les minorités)	Soutien prudent (ex. : sur le RIC ou la transparence algorithmique).	Soutien du CRIF à la loi de 1905 sur la laïcité.
Mesures perçues comme discriminatoires (ex. : interdiction des signes religieux mal définie)	Opposition ferme + mobilisation médiatique.	Opposition du CRIF à la loi sur le voile à l'école en 2004 (crainte pour les kipas).
Discours ambigu sur l'identité nationale	Crainte d'un glissement vers l'extrême droite + demandes de clarifications.	Réaction du CRIF aux discours de Le Pen sur l'identité nationale (bien qu'une partie de la communauté juive de France vote désormais pour les partis de la droite dure).

4. Stratégies pour Rapprocher le CRIF

- **Clarifier l'application de l'interdiction des signes religieux :**
 - « Cette mesure vise uniquement les signes politiques (ex. : voile islamique comme marqueur de l'islamisme), pas les signes discrets comme la kipa. »
 - **Exemple :** « *Comme en Tunisie, où le voile est interdit dans les administrations, mais pas la kipa.* »
- **Garantir la place des juifs dans le "Livre des Origines" :**
 - « Le livre célébrera toutes les contributions à la France, y compris celles des juifs (ex. : Dreyfus, Bergson, Sartre). »

- **Insister sur l'antiracisme dans le RGF :**
 - Ajouter une **clause anti-discrimination** dans la Charte Éthique du Numérique.
 - « **Le RGF condamne toutes les formes de racisme, y compris l'antisémitisme.** » (référence explicite dans le manifeste).

II. Réactions Probables de la LiCRA

1. Points de Vigilance pour la LiCRA

La LiCRA est particulièrement sensible à :

- **La lutte contre le racisme et les discriminations** (y compris systémique).
- **La défense des droits des minorités** (musulmans, noirs, Roms).
- **L'équilibre entre laïcité et liberté religieuse** (crainte d'une laïcité "exclusive").
- **Les discours sur l'identité nationale** qui pourraient **stigmatiser les populations issues de l'immigration**.

2. Mesures du RGF Susceptibles de Préoccupation

Mesure RGF	Risque perçu par la LiCRA	Explication
Interdiction du voile dans l'espace public	Stigmatisation des musulmanes	La LiCRA pourrait y voir une mesure discriminatoire , surtout si elle est appliquée de manière large (ex. : dans la rue).
Quotas migratoires fixés par référendum	Risque de démagogie xénophobe	La LiCRA craint que les référendums sur l'immigration ne soient instrumentalisés par l'extrême
Livre des Origines	Risque de hiérarchisation des Français	Si mal présenté, ce livre pourrait exclure les Français issus de l'immigration ou les réduire à leur "origine".
Préférence nationale	Risque de discrimination à l'embauche	La LiCRA pourrait craindre que cette mesure ne marginalise les minorités dans l'accès aux marchés publics.
Police et renseignement renforcés	Risque de profilage racial	La LiCRA (comme une grande majorité de Français) est très critique envers les contrôles au faciès et les fichiers ethniques .

3. Réactions Possibles de la LiCRA

Scénario	Réaction de la LiCRA	Exemple Historique
----------	----------------------	--------------------

Mesures perçues comme inclusives (ex. : Livres des Origines célébrant la diversité)	Soutien conditionnel (ex. : sur la lutte contre les algorithmes discriminants).	Soutien de la LiCRA aux lois contre les discriminations.
Mesures perçues comme discriminatoires (ex. : interdiction du voile mal encadrée)	Opposition ferme + recours juridiques.	Opposition de la LiCRA à la loi "sécurité globale" (2020).
Discours ambigu sur l'immigration	Accusation de racisme systémique + campagne médiatique.	Réaction de la LiCRA aux propos de Zemmour sur l'immigration.

4. Stratégies pour Rapprocher la LiCRA

- **Encadrer strictement l'interdiction du voile :**
 - « Cette mesure ne vise que les lieux symboliques (écoles, administrations), pas la rue. Et elle s'accompagne d'un dialogue avec les communautés musulmanes modérées. »
- **Garantir l'inclusivité du "Livre des Origines" :**
 - « Le livre célébrera toutes les origines, y compris celles des Français issus de l'immigration (ex. : Aimé Césaire, Patrick Loiseau). »
- **Ajouter des garde-fous anti-discrimination :**
 - « La préférence nationale exclut toute discrimination raciale et s'applique à tous les Français, quelles que soient leurs origines. »
 - « Les quotas migratoires seront fixés par un référendum éclairé, avec des débats publics et des experts indépendants. »

III. Réactions Probables du CRAN

1. Points de Vigilance pour le CRAN

Le CRAN est particulièrement attentif à :

- **La lutte contre le racisme anti-noir** (discriminations systémiques, violences policières).
- **La représentation des minorités visibles** dans les institutions et les symboles nationaux.
- **Les politiques migratoires** qui pourraient **criminaliser les populations noires ou issues de l'immigration**.
- **L'accès aux droits économiques et sociaux** (logement, emploi, éducation).

2. Mesures du RGF Susceptibles de Préoccupation

Mesure RGF	Risque perçu par le CRAN	Explication
Quotas migratoires	Criminalisation des migrants noirs	Le CRAN pourrait craindre que ces quotas ne ciblent disproportionnellement les Africains.

Contrôles aux frontières renforcés	Risque de profilage racial	Les contrôles systématiques pourraient viser davantage les Noirs et les Arabes.
Livre des Origines	Essentialisation des identités	Si mal conçu, ce livre pourrait réduire les Noirs à leur "origine africaine", sans reconnaître leur françaisité.
Service Citoyen Obligatoire	Risque de discrimination	Le CRAN pourrait craindre que les jeunes noirs ou issus de l'immigration soient orientés vers des missions subalternes.
Préférence nationale	Exclusion des entreprises dirigées par des minorités	Si mal appliquée, cette mesure pourrait marginaliser les entrepreneurs noirs.

3. Réactions Possibles du CRAN

Scénario	Réaction du CRAN	Exemple Historique
Mesures perçues comme inclusives (ex. : Livre des Origines célébrant les héros noirs)	Soutien conditionnel (ex. : sur les politiques éducatives anti-racistes).	Soutien du CRAN aux programmes de diversité dans les médias.
Mesures perçues comme discriminatoires (ex. : quotas migratoires mal expliqués)	Opposition ferme + mobilisation des communautés noires.	Opposition du CRAN aux tests osseux pour les mineurs étrangers.
Discours ambigu sur l'identité	Dénonciation du "racisme d'État" + actions en justice.	Réaction du CRAN aux propos de Sarkozy sur "l'homme africain".

4. Stratégies pour Rapprocher le CRAN

- **Garantir une représentation équitable dans le "Livre des Origines" :**
 - « Le livre mettra en avant des figures noires françaises (ex. : Toussaint Louverture, Christiane Taubira, Liliane Thuram). »**
- **Encadrer les quotas migratoires :**
 - « Les quotas seront fixés par référendum, avec une représentation équitable des communautés concernées. »
- **Lutter contre les discriminations dans le Service Civique :**
 - « Les missions seront attribuées sans discrimination, et les jeunes issus de l'immigration auront accès à des formations valorisantes. »
- **Ajouter des mesures anti-racistes dans le RGF :**
 - « Le RGF inclura un plan contre les discriminations raciales dans l'emploi, le logement et la police. » (ex. : formation anti-raciste pour les forces de l'ordre).

IV. Synthèse des Réactions et Stratégies Globales

1. Tableau Récapitulatif

Organisation	Points de Convergence Possibles	Points de Tension	Stratégies de Rapprochement
CRIF	Laïcité, lutte contre l'antisémitisme, transparence.	Interdiction des signes religieux, e-franc, préférence nationale.	Clarifier l'application de la laïcité, garantir la place des juifs dans le récit national.
LiCRA	Lutte contre les discriminations, éducation critique.	Interdiction du voile, quotas migratoires, préférence nationale.	Encadrer strictement les mesures sur l'immigration, garantir l'inclusivité.
CRAN	Justice sociale, représentation des minorités.	Quotas migratoires, contrôles aux frontières, Livre des Origines.	Mettre en avant les héros noirs, lutter contre les discriminations systémiques.

2. Stratégies Transversales pour Désamorcer les Critiques

A. Clarifier les Mesures Sensibles

- **Interdiction des signes religieux :**
 - « Cette mesure vise les signes politiques (voile islamiste), pas les pratiques religieuses discrètes (kipa, croix). »
 - « Comme en Tunisie, où le voile est interdit dans les administrations, mais pas la kipa. »
- **Quotas migratoires :**
 - « Les quotas seront fixés par référendum, avec des débats publics et des experts indépendants pour éviter les dérives. »
 - « La France continuera à accueillir les réfugiés politiques et les talents, quelles que soient leurs origines. »
- **Livre des Origines :**
 - « Ce livre célébrera toutes les contributions à la France, y compris celles des minorités (juives, noires, arabes). »
 - « Il ne s'agit pas de hiérarchiser les origines, mais de reconnaître la diversité de notre histoire commune. »

B. Ajouter des Garde-Fous Anti-Discrimination

- **Clauses explicites dans le manifeste :**
 - « Le RGF condamne toutes les formes de racisme et d'antisémitisme, et garantit l'égalité de traitement pour tous les Français. »
 - « La préférence nationale n'exclut aucune origine et s'applique à tous les citoyens. »

- **Créer un "Observatoire des Discriminations" :**
 - **Mission** : Veiller à ce que les mesures du RGF (ex. : préférence nationale, quotas) **ne marginalisent aucune communauté**.
 - **Composition** : Représentants du CRIF, de la LiCRA, du CRAN, et des institutions publiques.

C. Impliquer les Associations dans la Rédaction

- **Organiser des ateliers de co-construction** avec le CRIF, la LiCRA et le CRAN sur :
 - La **laïcité** (comment appliquer l'interdiction des signes religieux sans stigmatiser ?).
 - Le **Livre des Origines** (comment célébrer la diversité sans essentialiser ?).
 - Les **quotas migratoires** (comment les fixer de manière juste et transparente ?).

D. Mettre en Avant des Symboles Inclusifs

- **Marianne Métisse** :
 - « **Notre symbole sera une Marianne représentative de la diversité française, avec des traits européens, africains et asiatiques.** »
- **Fête des Cultures** :
 - « **Une fête annuelle célébrera toutes les contributions à la France, des Lumières aux héros de la Résistance en passant par les sportifs et artistes issus de l'immigration.** »

3. Exemple de Communication Adaptée

Le RGF défend une laïcité exigeante mais inclusive, qui protège toutes les croyances sans en privilégier aucune. Nous condamnons fermement l'antisémitisme et garantissons la place des juifs dans notre récit national.

Le RGF lutte contre toutes les discriminations, y compris celles subies par les musulmans et les minorités. Notre projet de société est républicain et universel, pas communautariste.

Le RGF reconnaît et célèbre la contribution des Noirs à la France, de Toussaint Louverture à Christiane Taubira. Nous luttons contre le racisme systémique et pour une justice sociale réelle.

V. Conclusion : Un Équilibre Délicat, mais Possible

Les réactions du **CRIF**, de la **LiCRA** et du **CRAN** au projet RGF dépendront de :

1. **La clarté des mesures** (ex. : distinguer signes religieux politiques et pratiques discrètes).
2. **Les garde-fous anti-discrimination** (observatoire, clauses explicites).
3. **L'inclusivité des symboles** (Marianne métisse, Livre des Origines célébrant la diversité).
4. **Le dialogue avec les associations** (co-construction, ateliers publics).

Stratégie globale :

- **Éviter les ambiguïtés** sur les mesures sensibles (laïcité, immigration).
- **Montrer que le RGF est un projet républicain, pas identitaire** (mettre en avant la justice sociale, la lutte contre les discriminations).
- **Impliquer les associations dans la rédaction** pour désamorcer les critiques dès le départ.

Pour aller plus loin

Bibliographie Sélective

- **Rawls, J.** (1971). *Théorie de la justice*.
- **Tocqueville, A. de** (1835). *De la démocratie en Amérique*.
- **Popper, K.** (1945). *La Société ouverte et ses ennemis*.
- **Guénon, R.** (1927). *La Crise du monde moderne*.
- **Illich, I.** (1973). *La Convivialité*.
- **Stiegler, B.** (2016). *Dans la disruption*.
- **Aron, R.** (1962). *Paix et Guerre entre les nations*.
- **Proudhon, P.-J.** (1840). *Qu'est-ce que la propriété ?*
- **Schumpeter, J.** (1942). *Capitalisme, socialisme et démocratie*.
- **Hongbing, S.** *La Guerre des monnaies* – chapitre sur les monnaies alternatives.
- **Neill, A.S.** *Libres enfants de Summerhill* – pour le volet pédagogique.
- **Todd, E.** *Le Génie les pieds dans l'argile* – sur l'identité française.
- **Michéa, J.C.** *Le Crémone de l'Europe* – critique des institutions européennes.